



RÉISERBANN
d'Réiser Gemeng

de GEMENGEROT

Mee
Juni

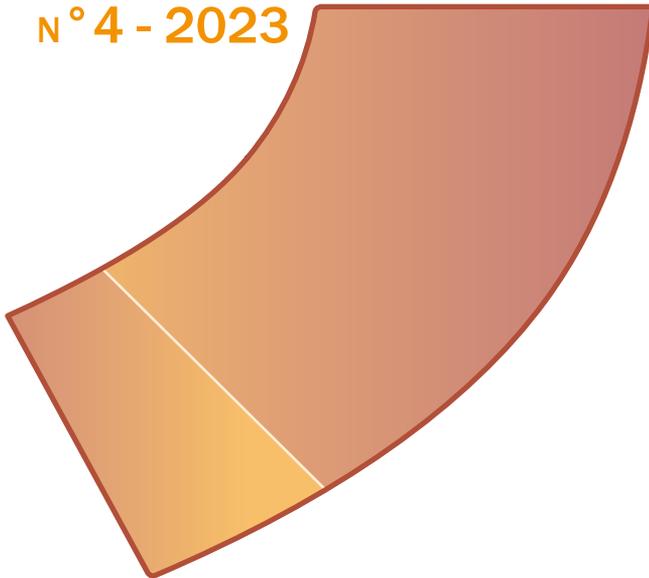
video.roeser.lu

N° 4 - 2023

Ëffentlech Sëtzungen
vun der
Réiser Gemeng

22. Mee

8. Juni



GEMENGEROT

3 Séance publique / Öffentliche Sitzung - 22.05.2023

„D'PARTEIEN HUNN D'WUERT”

26 LSAP Fraktioun

27 DP Fraktioun

GEMENGEROT

28 Séance publique / Öffentliche Sitzung - 08.06.2023



T. Jungen
bourgmestre
Sektoun
LSAP Réiserbann



E. Strecker
échevin
Sektoun
CSV Réiserbann



E. Reding
échevin
Sektoun
LSAP Réiserbann



B. Ballmann
conseiller
Sektoun
LSAP Réiserbann



S. Carelli
conseiller
Sektoun
LSAP Réiserbann



E. Fisch
conseiller
Sektoun
LSAP Réiserbann



A. Lourenço
conseiller
Sektoun
LSAP Réiserbann



M. Klinski
conseiller
Sektoun
CSV Réiserbann



W. Stoffel
conseiller
Sektoun
CSV Réiserbann



N. Brix
conseiller
Sektoun
gréng Réiserbann



D. Michels
conseiller
Sektoun
gréng Réiserbann



S. Flammang
conseiller
Sektoun
DP Réiserbann



F. Pompignoli
conseiller
Sektoun
DP Réiserbann

Séance publique / Öffentliche Sitzung

22.05.2023


video.roeser.lu

Lorsque le vote n'est pas spécifié, la décision a été prise à l'unanimité des voix.
Falls das Resultat der Abstimmung nicht angegeben ist, ergab das Votum Einstimmigkeit.

La séance a lieu dans la salle des séances de la maison communale à Roeser. Elle débute à 15.00 heures et se termine à 17.02 heures. La séance est présidée par Monsieur Tom Jungen.

Die Sitzung findet im Sitzungssaal des Gemeindehauses in Roeser statt. Sie beginnt um 15.00 Uhr und endet um 17.02 Uhr. Den Vorsitz der Sitzung übernimmt Herr Tom Jungen.

Présences / Anwesende : Bettina Ballmann, Nadine Brix, Sandra Carelli, Erny Fisch, Sandra Flammang, Tom Jungen, Angelo Lourenço, Daniel Michels, Fabrice Pompignoli, Edy Reding, Wayne Stoffel, Erny Strecker.

Absences / Abwesende : Mireille Klinski (*excusée/ entschuldigt*).

1.01

Communications du collège échevinal

- A ce jour, six fêtes de voisins ont été déclarées auprès de la commune. Je sais cependant que des fêtes de voisins seront encore organisées dans deux ou trois autres endroits de la commune mais n'ont pas encore été déclarées officiellement à la commune.
- Nous avons signé aujourd'hui un avenant au contrat avec le Ministère des Finances concernant la participation du Ministère des Finances aux frais de construction du Centre pour le Développement Intellectuel (CDI) dans le cadre du campus scolaire de Berchem. Alors que dans une première phase, 12.000.000 € nous avaient été accordés, ce montant augmente maintenant de 1.700.000 € pour atteindre 13.705.800 €, ceci en raison de l'augmentation des prix dans le secteur de la construction.
- Nous avons en principe prévu de présenter aujourd'hui au conseil communal une nouvelle version du règlement général de police, dans laquelle nous voulions tenir compte de l'extension possible des compétences des agents municipaux. Nous avons retenu 15 des 17 sanctions administratives possibles. Malheureusement, nous n'avons pas encore reçu l'avis du ministère et le règlement sera donc mis à l'ordre du jour d'une prochaine réunion du conseil communal.

1.01

Mitteilungen des Schöffenrats

- Bisher wurden sechs Nachbarschaftsfeste bei der Gemeinde angemeldet. Ich weiß jedoch, dass noch an zwei oder drei weiteren Orten in der Gemeinde Nachbarschaftsfeste stattfinden werden, die jedoch noch nicht offiziell bei der Gemeinde angemeldet wurden.
- Wir haben heute einen Zusatz zum Vertrag mit dem Finanzministerium unterzeichnet, der die Beteiligung des Finanzministeriums an den Baukosten für das „Centre pour le Développement Intellectuel (CDI)“ im Rahmen des Schulcampus in Berchem betrifft. Während uns in einer ersten Phase 12.000.000 € bewilligt wurden, erhöht sich dieser Betrag nun um 1.700.000 € auf 13.705.800 €, dies aufgrund von Preissteigerungen in der Baubranche.
- Wir hatten im Prinzip geplant, dem Gemeinderat heute eine neue Fassung der Allgemeinen Polizeiverordnung vorzulegen, in der wir die mögliche Ausweitung der Befugnisse der „Agents municipaux“ berücksichtigen wollten. Wir haben 15 von 17 möglichen Verwaltungssanktionen ausgewählt. Leider haben wir die Stellungnahme des Ministeriums noch nicht erhalten, sodass die Verordnung auf die Tagesordnung einer der nächsten Sitzungen des Gemeinderats gesetzt wird.

- Nous avons procédé à trois transferts de crédits. Le premier concerne le paiement d'une facture dans le cadre du budget 2022 relative à l'enregistrement des séances du conseil communal. Les deux autres transferts de crédits dans le cadre du budget 2023 concernent d'une part une facture pour la réparation d'un compresseur à la station de pompage de Bivange et d'autre part pour pouvoir verser des dons en mémoire d'anciens élus, ceci conformément à la décision du conseil communal de 2020.
- Vous avez certainement constaté que dans le cadre du Plan directeur pour l'aménagement du territoire, le ministère a pris position sur tous les avis reçus. Les détails se trouvent sur la plateforme du conseil communal. Il a été notamment tenu compte de notre remarque concernant le fait que la commune de Roeser avait été regroupée avec la commune de Reckangesur-Mess. La commune de Roeser a maintenant été intégrée dans deux régions. D'une part dans la région « Sud » et d'autre part dans la région « Agglo/Centre », puisque nous nous trouvons en fait à la frontière des deux régions.
- Même si cela prend encore un peu de temps, j'aimerais lancer un appel pour que les conseillers communaux s'inscrivent pour participer au « Tour du Duerf » du 10 au 30 septembre.
- Notre application de voisinage « HOPLR » est en ligne. Si vous vous êtes déjà inscrit, vous avez pu constater que l'activité est vive et que de nombreuses personnes profitent des possibilités offertes.
- L'édition de cette année de « Kultur am Klouschtergaart » aura lieu du 28 juin au 20 juillet. Le programme détaillé sera distribué prochainement.
- Comme nous recevons de plus en plus de plaintes concernant les automobilistes qui utilisent les chemins ruraux comme raccourcis, nous allons installer à titre d'essai sur un chemin rural à « Kréibierg » entre Peppange et Crauthem un dispositif qui permet aux agriculteurs de passer dessus avec leur tracteur, mais qui ne convient pas aux voitures. Il s'agit d'un dispositif en fer de 16 cm de haut. Nous avons vu ce dispositif dans d'autres communes et s'il s'avère efficace, nous l'installerons également à d'autres endroits de la commune.
- Wir haben drei Kreditübertragungen vorgenommen. Die erste betrifft die Bezahlung einer Rechnung im Rahmen des Haushalts 2022, die sich auf die Aufnahme der Sitzungen des Gemeinderats bezieht. Die beiden anderen Kreditübertragungen im Rahmen des Haushalts 2023 betreffen zum einen eine Rechnung für die Reparatur eines Kompressors in der Pumpstation in Bivingen und zum anderen, um Spenden im Gedenken an ehemalige Mandatsträger auszahlen zu können, dies gemäß dem Beschluss des Gemeinderats von 2020.
- Sie haben sicherlich festgestellt, dass das Ministerium im Rahmen des Masterplans für Raumplanung zu allen eingegangenen Stellungnahmen Stellung genommen hat. Die Details finden Sie auf der Plattform des Gemeinderats. Insbesondere wurde unsere Bemerkung berücksichtigt, dass die Gemeinde Roeser mit der Gemeinde Reckingen/Mess zusammengelegt worden war. Die Gemeinde Roeser wurde nun in zwei Regionen eingegliedert. Zum einen in die Region „Süd“ und zum anderen in die Region „Agglo/Zentrum“, da wir uns eigentlich an der Grenze zu beiden Regionen befinden.
- Auch wenn es sich noch eine Weile hinzieht möchte ich einen Aufruf starten, dass die Gemeinderäte sich anmelden um am „Tour du Duerf“ vom 10. bis zum 30. September teilzunehmen.
- Unsere Nachbarschafts-App „HOPLR“ ist online. Wenn Sie sich bereits angemeldet haben, konnten Sie feststellen, dass rege Aktivität herrscht und viele Menschen die angebotenen Möglichkeiten nutzen.
- Die diesjährige Ausgabe von „Kultur im Klostergarten“ findet vom 28. Juni bis 20. Juli statt. Das detaillierte Programm wird in Kürze verteilt.
- Da wir immer mehr Beschwerden darüber erhalten, dass Autofahrer Feldwege als Abkürzung benutzen, werden wir versuchsweise auf einem Feldweg in „Kréibierg“ zwischen Peppingen und Krauthem eine Vorrichtung installieren, die es Landwirten ermöglicht, mit ihrem Traktor darüber hinwegzufahren, aber nicht für Autos geeignet ist. Es handelt sich um eine 16 cm hohe Vorrichtung aus Eisen. Wir haben diese Vorrichtung in anderen Gemeinden gesehen und wenn sie sich bewährt, werden wir sie auch an anderen Stellen in der Gemeinde installieren.

1.02

Questions écrites des conseillers

Néant.

2.01

Convention relative aux équipements de collecte des eaux usées – STEP

Convention relative au réseau des équipements de collecte des eaux usées entre le Syndicat Intercommunal pour l'Exploitation de la station d'épuration de Bettembourg et pour la réalisation de toutes activités de recyclage et de gestion écologique (STEP) et l'administration communale de Roeser.

La convention a pour but de régler la mise à disposition au STEP des équipements de collecte des eaux usées sur le territoire de la commune et lui confiant en même temps l'exploitation et l'entretien de ces mêmes équipements.

Le STEP assume toutes les dépenses en relation avec l'exploitation et l'entretien avec les ouvrages et s'engage au renouvellement à ses frais des équipements en cas de vétusté. Pour ce faire, la commune dote le STEP de fonds correspondant aux exigences de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau en matière d'amortissement des éléments de réseau gérés par le STEP.

Le financement est assuré de façon solidaire via une collecte des fonds par une clé de répartition entre les 5 communes membres du STEP :

Bettembourg : 25,70%

Dudelange : 38,81%

Kayl : 13,36%

Roeser : 13,75%

Rumelange : 8,38%

La convention a été dressée en exécution de l'article 11.2 des statuts du STEP dans le but de régulariser les travaux que le STEP effectue dans le réseau d'assainissement des eaux de la commune. Elle a été élaborée en collaboration étroite avec les services techniques des communes membres du STEP et avisée positivement par le conseil technique « épuration » du STEP en date du 25 octobre 2022.

Puis, elle a été présentée lors de la réunion de concertation et d'information des collègues

1.02

Schriftliche Fragen der Gemeinderäte

Keine.

2.01

Konvention über die Ausrüstung für die Abwassersammlung – STEP

Konvention über das Netz der Abwassersammelanlagen zwischen dem Interkommunalen Syndikat für den Betrieb der Kläranlage von Bettemburg und für die Durchführung aller Recycling- und ökologischen Verwaltungsaktivitäten (STEP) und der Gemeindeverwaltung von Roeser.

Die Konvention hat zum Ziel, die Bereitstellung von Anlagen zur Abwassersammlung auf dem Gebiet der Gemeinde an das Syndikat STEP zu regeln und diesem gleichzeitig den Betrieb und die Wartung derselben Anlagen zu übertragen.

Das Syndikat STEP übernimmt alle Ausgaben im Zusammenhang mit dem Betrieb und der Instandhaltung der Anlagen und verpflichtet sich, die Anlagen auf eigene Kosten zu erneuern, wenn sie veraltet sind. Zu diesem Zweck stützt die Gemeinde das Syndikat STEP mit Mitteln aus, die den Anforderungen des geänderten Wassergesetzes vom 19. Dezember 2008 in Bezug auf die Abschreibung der vom Syndikat STEP verwalteten Netzelemente entsprechen.

Die Finanzierung wird solidarisch über eine Sammlung von Geldern durch einen Verteilungsschlüssel zwischen den 5 Mitgliedsgemeinden des STEP-Syndikates sichergestellt:

Bettemburg: 25,70%

Düdelingen: 38,81%

Kayl: 13,36%

Roeser: 13,75%

Rümelingen: 8,38%

Die Konvention wurde in Ausführung von Artikel 11.2 der Statuten des STEP-Syndikates erstellt, um die Arbeiten, die das Syndikat am Abwassernetz der Gemeinde durchführt, zu regeln. Sie wurde in enger Zusammenarbeit mit den technischen Diensten der Mitgliedsgemeinden des STEP-Syndikates ausgearbeitet und am 25. Oktober 2022 vom technischen Rat „Abwasserreinigung“ des STEP-Syndikates positiv beschieden.

des bourgmestre et échevins le 21 octobre 2022 à l'Hôtel de Ville de Dudelange.

Anschließend wurde sie bei der Beratungs- und Informationssitzung der Bürgermeister- und Schöffenkollegien am 21. Oktober 2022 im Rathaus von Düdelingen vorgestellt.

2.02

Contrat de prestation de service de transport de nuit « Night Card »

Contrat entre la commune et la Société S.L.A. (Sales-Lentz) dans le cadre de la prestation Night Card et le service Night Rider y lié ayant pour objet de déterminer et de régir les conditions et les modalités de l'abonnement Night Card. Le présent contrat prend effet au 1^{er} juin 2023 et se termine au 1^{er} janvier 2024, avec tacite reconduction pour une nouvelle durée de douze (12) mois.

Le contrat de prestation de service remplace et abroge la convention signée entre les parties le 16 juillet 2015.

Les grands principes de la convention du 16 juillet 2015 ont été repris dans le nouveau contrat, sans que les tarifs et les conditions ne soient modifiés.

Le contrat est complété par certains paragraphes administratifs, dont :

- la définition des obligations et responsabilités des parties,
- les modalités de paiement, de suspension et de résiliation du contrat,
- la protection des données (RGPD),
- les cas de force majeure et imprévisions,
- la propriété intellectuelle.

2.02

Vertrag über die Bereitstellung des Nachtfahrdienstes „Night Card“

Vertrag zwischen der Gemeinde und der Gesellschaft S.L.A. (Sales-Lentz) im Rahmen der Night Card und dem damit verbundenen Night Rider Dienst, der die Bedingungen und Modalitäten des Night Card-Abonnements festlegt und regelt. Dieser Vertrag tritt am 1. Juni 2023 in Kraft und endet am 1. Januar 2024, wobei er stillschweigend um weitere zwölf (12) Monate verlängert wird.

Der Dienstleistungsvertrag ersetzt und hebt die von den Parteien am 16. Juli 2015 unterzeichnete Vereinbarung auf.

Die wichtigsten Grundsätze der Vereinbarung vom 16. Juli 2015 wurden in den neuen Vertrag übernommen, ohne dass die Tarife und Bedingungen geändert wurden.

Der Vertrag wird durch einige verwaltungstechnische Paragraphen ergänzt, darunter:

- die Definition der Pflichten und Verantwortlichkeiten der Parteien,
- die Zahlungsmodalitäten, die Aussetzung und die Kündigung des Vertrags,
- Datenschutz (DSGVO),
- höhere Gewalt und unvorhergesehene Ereignisse,
- geistiges Eigentum.

2.03

Convention relative à l'organisation et au financement des activités de l'Office social pour l'année 2023

Convention entre le Ministère de la Famille et de l'Intégration, les communes de Bettembourg, Frisange et Roeser et l'Office social commun de Bettembourg (OSCB) réglant les relations entre les trois parties relatives à l'organisation et au financement des activités de l'OSCB pour l'année 2023.

Engagement de l'OSCB : l'Office social s'engage à fournir aux personnes dans le besoin et à leurs familles les aides et prestations

2.03

Konvention über die Organisation und Finanzierung der Aktivitäten des Sozialamtes für das Jahr 2023

Konvention zwischen dem Ministerium für Familie und Integration, den Gemeinden Bettembourg, Frisingen und Roeser und dem gemeinsamen Sozialamt von Bettembourg (OSCB) zur Regelung der Beziehungen zwischen den drei Parteien in Bezug auf die Organisation und Finanzierung der Aktivitäten des OSCB für das Jahr 2023.

Verpflichtung des OSCB: Das Sozialamt verpflichtet sich, bedürftigen Personen und ihren

définies aux articles 1^{er} et 2 de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale. Ses missions sont régies par les dispositions de la loi et du règlement grand-ducal afférent.

L'Office social peut, par ailleurs, être chargé par les communes ou une d'elles d'exécuter des prestations supplémentaires aux frais exclusifs de la commune respective.

Engagement de l'Etat et des communes : l'Etat et les communes prennent en charge, à parts égales, le déficit annuel résultant de l'aide accordée conformément aux dispositions de la loi et des frais de gestion de l'Office social. Le tableau reprenant le détail des frais prévisionnels à charge de l'Etat et des communes est annexé à la convention et en fait partie intégrante.

Le personnel de l'Office social est également financé à 50% par l'Etat et à 50% par les communes à raison du ratio d'un poste d'assistant social ou d'hygiène sociale sur 6.000 habitants et d'un poste administratif sur 12.000 habitants.

Participation estimée des communes : 600.062,54 € (50% de 1.200.125,09 €), dont 173.778,11 € (28,96%) à charge de la commune de Roeser.

Familien die Hilfen und Leistungen zu gewährleisten, die in den Artikeln 1 und 2 des Gesetzes vom 18. Dezember 2009 zur Organisation der Sozialhilfe definiert sind. Seine Aufgaben werden durch die Bestimmungen des Gesetzes und der entsprechenden großherzoglichen Verordnung geregelt.

Das Sozialamt kann darüber hinaus von den Gemeinden oder einer von ihnen beauftragt werden, zusätzliche Leistungen auf alleinige Kosten der jeweiligen Gemeinde zu erbringen.

Verpflichtung des Staates und der Gemeinden: Der Staat und die Gemeinden tragen zu gleichen Teilen das jährliche Defizit, das sich aus der gemäß den Bestimmungen des Gesetzes gewährten Hilfe und den Verwaltungskosten des Sozialamtes ergibt. Die Tabelle mit den Einzelheiten der vom Staat und den Gemeinden zu tragenden voraussichtlichen Kosten ist dem Abkommen beigefügt und bildet einen integralen Bestandteil desselben.

Das Personal des Sozialamts wird ebenfalls zu 50% vom Staat und zu 50% von den Gemeinden finanziert, wobei das Verhältnis einer Stelle eines Sozialarbeiters oder Sozialhygienikers pro 6.000 Einwohner und einer Verwaltungsstelle pro 12.000 Einwohner zugrunde gelegt wird.

Geschätzte Beteiligung der Gemeinden: 600.062,54 € (50% von 1.200.125,09 €), wovon 173.778,11 € (28,96%) von der Gemeinde Roeser getragen werden.

2.11

Acte notarié – Acquisition par la commune (emprise sise à Roeser)

Acte du 5 avril 2023 établi par Jean-Paul Meyers, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, authentifiant l'opération immobilière suivante conclue avec les époux Costanzo – Vanderstichel :

Acquisition d'une place voirie sise à Roeser, rue des Fleurs, inscrite au cadastre de la commune de Roeser, section F de Roeser comme suit :

- Numéro 581/2370, lieu-dit : « rue des Fleurs », place voirie, contenant 12 centiares.

L'acquisition est effectuée dans un but d'utilité publique, à savoir pour la régularisation de la situation foncière de la voirie, et a eu lieu pour et moyennant le prix de 120 €.

2.11

Notarielle Urkunde – Erwerb durch die Gemeinde (Grundstück in Roeser)

Urkunde vom 5. April 2023, ausgestellt von Jean-Paul Meyers, Notar mit Wohnsitz in Esch-sur-Alzette, die das folgende, mit den Eheleuten Costanzo – Vanderstichel abgeschlossene Immobiliengeschäft beurkundet:

Erwerb eines Straßenplatzes gelegen in Roeser, rue des Fleurs, der im Kataster der Gemeinde Roeser, Sektion F von Roeser wie folgt eingetragen ist:

- Nummer 581/2370, im Ort genannt: „rue des Fleurs“, Straßenfläche, die 12 Quadratmeter enthält.

Der Erwerb erfolgt im öffentlichen Interesse, d.h. zur Regulierung der Grundstückssituation der Straße, und erfolgt für und gegen einen Preis von 120 €.

3.01

Convention d'exécution du plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » concernant des fonds situés à Peppange, lieu-dit « Enkelecksbierg »

Convention avec la société Invest & Projekt VII S.A. ayant pour objet les conditions et modalités d'exécution du plan d'aménagement particulier concernant des fonds d'une contenance de 66,37 ares, situés au lieu-dit « Enkelecksbierg » à Peppange figurant au cadastre sous les numéros 608/2785 et 608/2784 de la section D de Peppange.

La convention doit être approuvée ensemble avec le projet d'exécution présenté par le bureau d'études TR-Engineering.

Le plan d'aménagement particulier « Enkelecksbierg » est divisé en 14 lots à caractère privatif. Parmi ces 14 lots, 13 lots sont destinés à la construction d'une maison de type unifamilial. Le dernier est destiné à la construction d'une maison de type plurifamilial.

3.01

Konvention über die Ausführung des Teilbebauungsplans „nouveau quartier“ betreffend Grundstücke in Peppingen, im Ort genannt „Enkelecksbierg“

Konvention mit der Gesellschaft Invest & Projekt VII S.A. über die Bedingungen und Modalitäten der Ausführung des Teilbebauungsplans für Grundstücke mit einer Fläche von 66,37 Ar, die im Ort „Enkelecksbierg“ in Peppingen liegen und im Kataster unter den Nummern 608/2785 und 608/2784 der Sektion D von Peppingen verzeichnet sind.

Die Konvention muss zusammen mit dem vom Ingenieurbüro TR-Engineering vorgelegten Ausführungsprojekt genehmigt werden.

Der Teilbebauungsplan „Enkelecksbierg“ ist in 14 Lose mit privatem Charakter unterteilt. Von diesen 14 Parzellen sind 13 Parzellen für den Bau eines Einfamilienhauses vorgesehen. Das letzte Grundstück ist für den Bau eines Mehrfamilienhauses vorgesehen.

5.01

Modification du règlement d'occupation des postes du personnel des écoles de la commune de Roeser

Proposition de modification du règlement d'occupation des postes du personnel des écoles de la commune de Roeser du 28 avril 2014, modifié le 30 mars 2015, le 22 mai 2017 et le 3 mai 2021.

La proposition de modification a fait l'objet de l'avis favorable de la commission scolaire du 7 mars 2023.

5.01

Änderung der Verordnung betreffend die Stellenbesetzung für das Personal der Schulen der Gemeinde Roeser

Vorschlag zur Änderung der Verordnung betreffend die Stellenbesetzung für das Personal der Schulen der Gemeinde Roeser vom 28. April 2014, geändert am 30. März 2015, am 22. Mai 2017 und am 3. Mai 2021.

Der Änderungsvorschlag war Gegenstand einer positiven Stellungnahme des Schulausschusses vom 7. März 2023.

5.02

Organisation scolaire 2023-2024 – Règlement d'organisation

Règlement d'organisation pour l'année scolaire 2023/2024 qui commence le vendredi 15 septembre 2023 et finit le lundi 15 juillet 2024.

L'organisation scolaire provisoire est établie en exécution des dispositions y relatives des lois de base du 6 février 2009 relatives à l'obligation scolaire et à l'enseignement fondamental et du règlement grand-ducal

5.02

Schulorganisation 2023-2024 – Schulverordnung

Schulverordnung für das Schuljahr 2023/2024, das am Freitag, den 15. September 2023 beginnt und am Montag, den 15. Juli 2024 endet.

Die vorläufige Schulorganisation wird in Ausführung der diesbezüglichen Bestimmungen der Grundgesetze vom 6. Februar 2009 über die Schulpflicht und den Grundschulunterricht und der großherzoglichen Verordnung

du 14 mai 2009 déterminant les informations relatives à l'organisation scolaire que les communes ou les comités des syndicats scolaires intercommunaux doivent fournir au ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions ainsi que les modalités de leur transmission, ainsi que de la circulaire ministérielle aux administrations communales concernant l'organisation de l'enseignement fondamental pour la rentrée scolaire 2023/2024 (circulaire de printemps). L'organisation scolaire tient également compte du PDS (cycle 2021 - 2024) arrêté le 14 juin 2021.

L'organisation scolaire provisoire pour l'année scolaire 2023/2024 a été établie dans le courant du mois d'avril et de mai 2023 par l'administration communale en collaboration avec les comités d'école. Elle fait l'objet de l'avis de la commission scolaire du 11 mai 2023.

vom 14. Mai 2009 zur Festlegung der Informationen zur Schulorganisation, die die Gemeinden oder die Vorstände der interkommunalen Schulsyndikate dem Minister mit Zuständigkeit für das Bildungswesen übermitteln müssen, sowie der Modalitäten ihrer Übermittlung sowie des ministeriellen Rundschreibens an die Gemeindeverwaltungen zur Organisation des Grundschulunterrichts für den Schuljahresbeginn 2023/2024 (Frühjahrsrundschreiben) erstellt. Die Schulorganisation berücksichtigt auch den Schulentwicklungsplan (Zyklus 2021 - 2024), der am 14. Juni 2021 beschlossen wurde.

Die provisorische Schulorganisation für das Schuljahr 2023/2024 wurde im Laufe der Monate April und Mai 2023 von der Gemeindeverwaltung in Zusammenarbeit mit den Schulkomitees erstellt. Sie ist Gegenstand der Stellungnahme des Schulausschusses vom 11. Mai 2023.

6.01

*Budget 2023 – Modification budgétaire
(B. Alimentation de l'article
3/120/608121/99002)*

Proposition d'alimentation de 18.000 € du crédit de l'article 3/120/608121/99002 (Fournitures d'entretien sur biens immobiliers – Programme spécifié) servant à financer le déploiement du logiciel DSK (nouveau système de gestion du temps du personnel) au sein de l'administration.

La configuration du logiciel en question avait déjà été prévue dans le budget de l'exercice 2022 sous le même article avec des crédits budgétisés à hauteur de 50.000 €, dont uniquement le montant de 22.550,57 € a été engagé. Toutefois, en raison du retard pris dans la réalisation du projet et de la clôture de l'exercice 2022 au 30 avril 2023, il est dès lors nécessaire de prévoir un crédit supplémentaire de 18.000,00 € à l'article de l'exercice 2023 permettant à finaliser le projet dans le courant de l'année en cours.

La modification représente une charge supplémentaire de 18.000,00 € pour le budget 2023, qui dispose d'un excédent restant après la modification « B » de 829.647,71 € de sorte que la modification ne porte pas préjudice à l'équilibre budgétaire.

6.01

*Haushalt 2023 – Haushaltsänderung
(B. Aufstockung von Artikel
3/120/608121/99002)*

Es wird vorgeschlagen, 18.000 € in Artikel 3/120/608121/99002 (Wartungen der Immobilien – Spezifiziertes Programm) bereitzustellen, um die Einführung der DSK-Software (neues Zeitmanagementsystem für das Personal) in der Verwaltung zu finanzieren.

Die Konfiguration der betreffenden Software war bereits im Haushaltsplan für das Haushaltsjahr 2022 unter demselben Artikel mit budgetierten Mitteln in Höhe von 50.000 € vorgesehen, von denen jedoch nur der Betrag von 22.550,57 € gebunden wurde. Aufgrund der Verzögerungen bei der Durchführung des Projekts und des Abschlusses des Haushaltsjahres 2022 am 30. April 2023 ist es jedoch notwendig, unter dem Artikel des Haushaltsjahres 2023 zusätzliche Mittel in Höhe von 18.000,00 € bereitzustellen, damit das Projekt noch im laufenden Jahr abgeschlossen werden kann.

Die Änderung bedeutet eine zusätzliche Belastung von 18.000,00 € für den Haushalt 2023, der über einen nach der Änderung „B“ verbleibenden Überschuss von 829.647,71 € verfügt, so dass die Änderung das Haushaltsgleichgewicht nicht beeinträchtigt.

7.01

Modification du règlement d'inscription au service d'éducation et d'accueil (SEA) de la commune de Roeser

Proposition de modification du règlement d'inscription au service d'éducation et d'accueil (SEA) de la commune de Roeser du 6 mai 2019.

Motifs de la modification :

- Adaptation du texte conformément aux dispositions de la loi du 12 juillet 2022 sur la gratuité de l'éducation non formelle ;
- Intégration du cycle 1.1 (éducation précoce) ;
- Adaptations et corrections diverses du texte.

7.01

Änderung der Einschreibeverordnung für den Erziehungs- und Betreuungsdienst (SEA) der Gemeinde Roeser

Vorschlag zur Änderung der Einschreibeverordnung für den Erziehungs- und Betreuungsdienst (SEA) der Gemeinde Roeser vom 6. Mai 2019.

Gründe für die Änderung:

- Anpassung des Textes gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 12. Juli 2022 über die Kostenfreiheit der nichtformalen Bildung;
- Aufnahme von Zyklus 1.1 (Früherziehung);
- Verschiedene Anpassungen und Korrekturen des Textes.

VOTE / ABSTIMMUNG

Oui / Ja	Non / Nein	Abstention(s) / Enthaltung(en)
Bettina Ballmann Sandra Carelli Erny Fisch Sandra Flammang Tom Jungen Angelo Lourenço Edy Reding Fabrice Pompignoli Wayne Stoffel Erny Strecker	-	Nadine Brix Daniel Michels

7.02

Confirmation de règlements provisoires de la circulation

Confirmation, en application de l'article 5, paragraphe 3, alinéa 5 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, de règlements provisoires édictés par le collège échevinal.

En séance du 30 mars :

1. Limitation de la circulation à Livange, rue de Bettembourg du 11/04/2023 au 14/07/2023.

En séance du 27 avril :

1. Limitation de la circulation à Roeser, Grand-rue du 02/05/2023 au 28/07/2023.
2. Limitation de la circulation à Peppange, rue de l'Église du 09/05/2023 au 10/04/2024.

En séance du 11 mai :

1. Limitation de la circulation à Kockel-

7.02

Bestätigung von provisorischen Verkehrsregelungen

Bestätigung, in Anwendung von Artikel 5, Paragraph 3, Absatz 5 des abgeänderten Gesetzes vom 14. Februar 1955 über die Straßenverkehrsordnung von provisorischen Verkehrsregelungen, die vom Schöffengericht erlassen wurden.

In der Sitzung vom 30. März:

1. Verkehrsbeschränkung in Livingen, rue de Bettembourg vom 11/04/2023 bis zum 14/07/2023.

In der Sitzung vom 27. April:

1. Verkehrsbeschränkung in Roeser, Grand-rue vom 02/05/2023 bis 28/07/2023.
2. Verkehrsbeschränkung in Peppingen, rue de l'Église vom 09/05/2023 bis 10/04/2024.

In der Sitzung vom 11. Mai:

1. Verkehrsbeschränkung in Kockelscheuer, rue de Roeser vom 22/05/2023 bis 09/06/2024.

scheuer, rue de Roeser du 22/05/2023 au 09/06/2024.

2. Limitation de la circulation à Roeser, rue d'Alzingen du 22/05/2023 au 02/06/2024.

2. Verkehrsbeschränkung in Roeser, rue d'Alzingen vom 22/05/2023 bis 02/06/2024.

8.01

Questions orales des conseillers

Erny Fisch :

J'ai fait le tour de la commune une fois le dimanche soir, avant la collecte de Valorlux qui a lieu le lundi. Il y avait des endroits où se trouvaient les sacs Valorlux, déchirés par des animaux ou par le vent, et dont le contenu volait dans tous les sens sous l'effet de la tempête. Je trouve que cela n'est pas beau à voir le dimanche soir dans la commune. N'est-il pas possible de déplacer la collecte à un autre jour, car les entreprises de la commune sortent les sacs déjà le vendredi soir.

Réponse du bourgmestre : Nous avons déjà abordé cette question ici. Nous avons également posé la question l'année dernière, mais on nous avait dit qu'il n'était pas possible de changer les dates à si court terme. Je pense que nous devrions essayer de nous renseigner à nouveau et de fixer un autre jour que le lundi à partir de 2024. En fait, le lundi n'est pas le jour idéal pour toutes les poubelles, car toutes les entreprises ne sont de retour que le lundi matin et les poubelles sont donc déjà devant la porte le vendredi après-midi. Pour les sacs Valorlux, il faut encore ajouter qu'en cas de vent plus fort, le contenu s'envole ou, comme vous l'avez dit, des animaux déchirent les sacs. Nous allons encore une fois nous renseigner auprès du service compétent.

Sandra Flammang :

J'ai remarqué le même problème à Berchem, près de l'école, où je suppose que le personnel de nettoyage vient nettoyer le vendredi après l'école et que les sacs restent dehors tout le week-end aussi. Ici aussi, les animaux ou le vent dispersent tout, ce qui n'est évidemment pas beau à voir, mais d'un autre côté, le ramassage n'a pas lieu si tôt. Aujourd'hui, je pense qu'ils sont arrivés plus tard et je pense qu'au moins à l'école, il devrait être possible que le personnel de nettoyage mette les sacs à l'intérieur de l'entrée le vendredi et que le personnel

8.01

Mündliche Fragen der Gemeinderäte

Erny Fisch:

Ich bin jetzt einmal sonntagabends, vor der Valorlux-Einsammlung, die am Montag stattfindet, durch die Gemeinde gefahren. Es gab Stellen, an denen die Valorlux-Säcke lagen, die von Tieren oder vom Wind aufgerissen waren und wo der Inhalt durch den Sturm hin und her geflogen ist. Ich finde dies sieht sonntagabends nicht schön aus in der Gemeinde. Gibt es keine Möglichkeit, die Einsammlung auf einen anderen Tag zu verlegen, da die Unternehmen aus der Gemeinde die Säcke bereits freitagabends hinausstellen.

Antwort des Bürgermeisters: Wir hatten diese Frage ja bereits einmal hier behandelt. Wir hatten letztes Jahr auch nachgefragt, allerdings wurde uns gesagt, dass es nicht möglich wäre die Termine so kurzfristig umzuändern. Ich denke wir sollten noch einmal versuchen nachzufragen, um dann ab 2024 einen anderen Tag als montags festzulegen. Eigentlich ist der Montag insgesamt für alle Mülltonnen nicht der optimalste Tag, da alle Unternehmen erst montagmorgens wieder da sind und somit auch die Mülltonnen schon ab freitagnachmittags vor der Tür stehen. Bei den Valorlux-Säcken kommt dann noch dazu, dass bei stärkerem Wind die Inhalte durch die Gegend fliegen oder, wie Sie sagten, Tiere die Säcke aufreißen. Wir werden noch einmal beim zuständigen Dienst nachfragen.

Sandra Flammang:

Mir ist dasselbe Problem in Berchem bei der Schule aufgefallen, wo ich dann annehme, dass das Putzpersonal freitags nach der Schule putzen geht und auch dort die Säcke das ganze Wochenende draußen stehen. Auch hier wird durch Tiere oder den Wind alles verteilt, was natürlich nicht gut aussieht, aber andererseits, findet die Einsammlung gar nicht so früh statt. Heute glaube ich sind sie erst später gekommen und ich denke zumindest bei der Schule müsste es möglich sein, dass das Putzpersonal die Säcke am Freitag innen in den Eingang stellt und

enseignant sorte les sacs le matin, quand ils sont tôt à l'école.

Réponse du bourgmestre : *Mais ils commencent le ramassage à 6 heures du matin.*

Sandra Flammang :

Chez nous, tout ce que je sais, c'est que je ne les ai jamais vus avant 9 heures.

Réponse du bourgmestre : *Chez moi, ils arrivent à 6h ou 6h30 du matin. Le mieux serait de changer de jour.*

Sandra Flammang :

Oui, parce que ce n'est pas très esthétique et ce n'est pas très hygiénique non plus.

Sandra Flammang :

Avec l'obligation scolaire, une procédure est prévue lorsque les enfants ne viennent pas à l'école et que les parents ne les excusent pas, à savoir la mise en demeure et ensuite des sanctions peuvent être appliquées. Est-ce que cela s'est déjà produit dans la pratique et quelles sont concrètement les mesures prises si cela devait arriver ?

Réponse de l'échevin Erny Strecker : *Je n'ai pas connaissance que cela se soit déjà produit, mais il est vrai que l'enfant doit être excusé s'il est malade ou si quelqu'un est décédé par exemple, mais je pense que cela concerne plutôt la prolongation des vacances et que cela passe en tout cas par la direction de l'école. Je connais de grandes écoles où les parents ont été contactés dans de tels cas et où ils ont même été menacés de se voir retirer leurs enfants, car il y a tout de même une obligation d'envoyer les enfants à l'école. En cas de problème, les parents sont invités à un entretien et la situation est clarifiée.*

Sandra Flammang :

Il peut arriver qu'il y ait par exemple des cas exceptionnels, comme un mariage de la famille à l'étranger, où l'enfant ne va plus à l'école quelques jours avant le congé officiel. On peut en faire la demande ?

Réponse de l'échevin Erny Strecker : *Je sais que de telles demandes ont été faites, mais elles ont toujours été refusées.*

dass das Lehrpersonal morgens, wenn sie früh in der Schule sind, die Säcke rausstellt.

Antwort des Bürgermeisters: *Aber sie fangen morgens um 6 Uhr an mit der Einsammlung.*

Sandra Flammang:

Also bei uns weiß ich nur, dass ich sie noch nie vor 9 Uhr gesehen habe.

Antwort des Bürgermeisters: *Bei mir kommen sie morgens um 6 oder halb 7. Das Beste wäre den Tag zu ändern.*

Sandra Flammang:

Ja, weil es sieht nicht besonders schön aus und es ist auch nicht ganz hygienisch.

Sandra Flammang:

Mit der Schulpflicht ist ja eine Prozedur vorgesehen, wenn die Kinder unentschuldig nicht zur Schule kommen und die Eltern sie auch nicht abmelden, nämlich die Mahnung und danach können ja auch Strafen angewendet werden. Ist das schon in der Praxis vorgekommen und was sind da konkret die Maßnahmen, wenn es soweit kommen würde?

Antwort des Schöffen Erny Strecker: *Es ist mir nicht bekannt, dass es schon einmal vorgekommen ist, aber es ist in der Tat so, dass das Kind abgemeldet werden muss, wenn es z.B. krank ist oder wenn jemand gestorben ist aber ich denke dies betrifft eher die Urlaubsverlängerung und das geht auf jeden Fall an die Schuldirektion weiter. Ich weiß von großen Schulen, wo die Eltern in solchen Fällen angeschrieben wurden und sogar mit dem Entzug der Kinder gedroht wurde, da es halt eine Pflicht gibt, die Kinder zur Schule zu schicken. Wenn es Probleme gibt, werden die Eltern auf jeden Fall zu einem Gespräch eingeladen und es wird geklärt.*

Sandra Flammang:

Es kann ja vorkommen, dass es z.B. Ausnahmefälle gibt, wie eine Hochzeit der Familie im Ausland, wo das Kind ein paar Tage vor dem offiziellen Urlaub nicht mehr da ist. Dies kann man ja beantragen?

Antwort des Schöffen Erny Strecker: *Ich weiß, dass es solche Anfragen gab, diese wurden jedoch immer abgelehnt.*

Bettina Ballmann :

Avant les vacances scolaires, je sais que c'est automatiquement refusé. Sinon, cela dépend de ce dont il s'agit. Par exemple, un enterrement à l'étranger, c'est différent.

Erny Strecker :

C'est très souvent juste avant ou après les vacances scolaires, quand il s'agit de prolonger le congé.

Daniel Michels :

On parle de nouveau moins du syndicat SIGI dans les médias, mais cela ne veut pas dire que l'affaire est terminée. Je voulais demander comment cela s'est passé lors des dernières séances et quelle était la position de la commune en matière de clarification, car il ne faut pas continuer comme ça, mais clarifier encore une fois tous les points que ces audits ont soulevés.

Réponse du bourgmestre : Le bureau a fait une série de plaintes auprès du procureur et c'est maintenant à la justice de faire son travail. D'autre part, le bureau a été partiellement renouvelé et les recommandations issues des audits sont également traitées en collaboration avec le comité. Les communes avaient en effet exprimé leur mécontentement par écrit et des groupes de travail ont déjà été mis en place afin d'être davantage à l'écoute des communes. Nous avons également inscrit notre informaticien pour qu'il participe à certains groupes de travail. Le bureau est également en train de travailler avec les communes pour que l'on travaille à nouveau davantage dans l'intérêt des communes. Peut-être que M. Lourenço voudra dire quelque chose à ce sujet ?

Angelo Lourenço :

Vous avez tout résumé, l'essentiel est de rétablir la confiance et de travailler davantage dans l'intérêt des communes.

Réponse de l'échevin Edy Reding : Outre les démissions du directeur et du président, le chef du personnel a également été licencié et ce dossier a également été transmis à la justice.

Bettina Ballmann:

Also vor den Schulferien weiß ich, dass es automatisch abgelehnt wird. Ansonsten hängt es davon ab worum es geht. Zum Beispiel eine Beerdigung im Ausland, das ist was Anderes.

Erny Strecker:

Es ist ganz oft direkt vor oder nach den Schulferien, wenn es um Urlaubsverlängerung geht.

Daniel Michels:

Es wird wieder weniger über das Syndikat SIGI gesprochen in den Medien, aber das heißt nicht, dass die Sache vorbei ist. Ich wollte einmal nachfragen, wie es in den letzten Sitzungen gelaufen ist und wie die Gemeinde in punkto Aufklärung dazu steht, denn man sollte ja nicht einfach so weitermachen, sondern bei allen Punkten, die diese Audits aufgeworfen haben, noch einmal Klarheit schaffen.

Antwort des Bürgermeisters: Es ist so, dass das Büro eine Reihe Klagen beim Staatsanwalt gemacht hat und es jetzt an der Justiz ist, ihre Arbeit zu machen. Zum anderen wurde das Büro teilweise erneuert und auch die Empfehlungen aus den Audits werden zusammen mit dem Komitee aufgearbeitet. Die Gemeinden hatten ja auch schriftlich ihre Unzufriedenheit ausgedrückt und jetzt wurden bereits Arbeitsgruppen eingesetzt, damit mehr auf die Gemeinden gehört werden kann. Wir haben auch unseren Informatiker angemeldet, um in manchen Arbeitsgruppen mitzuwirken. Das Büro ist auch dabei, zusammen mit den Gemeinden dafür zu sorgen, dass wieder mehr im Interesse der Gemeinden gearbeitet wird. Vielleicht will Herr Lourenço nach etwas dazu sagen?

Angelo Lourenço:

Sie haben alles zusammengefasst, das Wichtigste ist, dass das Vertrauen wieder aufgebaut werden soll und mehr im Interesse der Gemeinden gearbeitet wird.

Antwort des Schöffen Edy Reding: Neben den Rücktritten vom Direktor und dem Präsidenten wurde ja auch noch der Personalchef entlassen und auch diese Akte wurde an die Justiz weitergegeben.

Daniel Michels :

La question a été posée de savoir si l'informatique de la commune ne serait pas mieux gérée par l'État, ou en collaboration plus étroite avec le CTIE. Quelle est votre position à ce sujet ?

Réponse du bourgmestre : D'une part, le SIGI a développé une compétence dans quelque chose que le CTIE ne peut pas non plus reprendre du jour au lendemain. D'autre part, il y a plusieurs exemples dans le passé où le gouvernement a chargé le syndicat SIGI de développer des solutions, je pense par exemple au système des chèques-services, où le ministère lui-même n'a donc pas fait confiance au CTIE pour développer une solution. J'ai donc été surpris par la lettre du ministre. Je pense que le SIGI a eu sa raison d'être et qu'il l'aura encore à l'avenir en tant que bras prolongé des communes, il faut juste remettre les choses dans le bon ordre. Le SIGI existe depuis 40 ans, il n'y a pas eu de problèmes pendant 30 ans ou plus. Ce n'est que ces dernières années que les choses ont un peu dérapé. Mais il ne faut pas pour autant jeter pardessus bord l'histoire à succès qu'il est malgré tout, mais essayer de faire en sorte que l'on travaille à nouveau pour les communes.

Réponse de l'échevin Edy Reding : Avant la création du SIGI, on a essayé de collaborer avec le service informatique de l'État pour qu'il réalise par exemple les programmes salariaux pour les communes, étant donné que les fonctionnaires communaux et de l'Etat ont les mêmes points et les mêmes carrières. Mais l'intérêt n'était pas grand.

Daniel Michels :

Vous aviez parlé des sanctions administratives des agents municipaux et du fait que vous aviez décidé de reprendre 15 des 17 infractions du catalogue. Quelles sont les 2 qui ne seront pas reprises ?

Réponse du bourgmestre : Les 2 sanctions que vous avez demandées sont, premièrement, si l'on charge ou décharge sur des places de livraison en dehors des heures réglementées, ce qui n'est pas le cas chez nous, et deuxièmement, si des entreprises du secteur Horesca installent une terrasse sur la voie publique qui ne serait pas autorisée, mais ce n'est pas non plus le cas chez nous.

Daniel Michels:

Die Frage kam auf, ob die Informatik der Gemeinde nicht besser beim Staat aufgehoben wäre, bzw. in engerer Zusammenarbeit mit dem CTIE. Was ist hier Ihre Position dazu?

Antwort des Bürgermeisters: Einerseits wurde beim SIGI eine Kompetenz in etwas aufgebaut, was der CTIE auch nicht von heute auf morgen übernehmen kann. Andererseits gibt es mehrere Beispiele aus der Vergangenheit wo die Regierung das Syndikat SIGI beauftragt hat, Lösungen zu entwickeln, ich denke hier z.B. an das System der „Chèques-Services“, wo also das Ministerium selbst dem CTIE nicht zugetraut hat eine Lösung zu entwickeln. Daher war ich über das Schreiben des Ministers überrascht. Ich denke SIGI hatte seine Daseinsberechtigung und hat als verlängerten Arm der Gemeinden auch in Zukunft seine Daseinsberechtigung, man muss nur wieder alles in die richtigen Bahnen bringen. SIGI existiert seit 40 Jahren, jetzt gab es während 30 Jahren oder länger keine Probleme. Nur die letzten Jahre ist es etwas aus dem Ruder gelaufen. Aber daher sollte man nicht die Erfolgsgeschichte, die es trotzdem ist, über Bord werfen, sondern versuchen, es wieder hinzubekommen, dass wieder für die Gemeinden gearbeitet wird.

Antwort des Schöffen Edy Reding: Bevor SIGI gegründet wurde, wurde versucht mit dem informatischen Dienst des Staates zusammenzuarbeiten, damit dieser z.B. die Lohnprogramme für die Gemeinden machen würde, da die Gemeinde- und Staatsbeamte ja dieselben Punktwerte und Karrieren haben. Da war allerdings nicht das richtige Interesse da.

Daniel Michels:

Sie hatten über die administrativen Strafen der „Agents municipaux“ geredet, und dass Sie entschieden haben, 15 der 17 Regelverstößen aus dem Katalog zu übernehmen. Welche 2 werden nicht übernommen?

Antwort des Bürgermeisters: Die 2 Strafen, nach denen Sie fragten, sind erstens, wenn man auf Lieferparkplätzen außerhalb der reglementierten Uhrzeiten laden oder entladen würde, was bei uns nicht der Fall ist und zweitens, wenn Horesca-Unternehmen eine Terrasse auf öffentlicher Straße aufbauen würden, welche nicht erlaubt wäre, was aber auch bei uns nicht der Fall ist.

Daniel Michels :

Avez-vous réfléchi à la possibilité de mettre en place un service de proximité, intercommunal avec les communes, comme centre d'écoute ?

Réponse du bourgmestre : Jusqu'à présent, aucune discussion n'a été menée dans ce sens avec les communes voisines.

Daniel Michels :

Que signifie le dispositif pour les piétons et les cyclistes sur le chemin rural pour empêcher les voitures d'entrer ? Peut-on passer par-dessus ?

Réponse du bourgmestre : Non, il faut passer sur le côté du dispositif. Il s'agit d'une caisse d'environ 50x50cm. Les piétons et les cyclistes passent sans problème. Une voiture ne peut pas le franchir.

Réponse de l'échevin Erny Strecker : Entre les roues, il passe sous le tracteur et sur les côtés, il reste les traces pour rouler. Des bornes supplémentaires doivent être installées afin de pouvoir ouvrir le chemin en cas d'urgence pour les services de secours.

Daniel Michels :

Dans le cadre des élections, les citoyens ont la possibilité de contrôler s'ils sont inscrits sur les listes électorales. Y a-t-il eu des plaintes ou des demandes des citoyens à ce sujet ?

Réponse du bourgmestre : Je sais seulement qu'un certain nombre de candidats ont demandé s'ils étaient inscrits sur les listes électorales, mais il n'y a pas eu d'autres demandes à ce sujet.

Daniel Michels :

Puisque nous avons parlé de l'organisation scolaire, je voulais savoir si vous pouviez déjà nous dire quand le projet de rénovation du bâtiment scolaire de Crauthem pourrait être présenté au conseil communal ?

Réponse du bourgmestre : Non, le projet est en cours d'élaboration et nous ne pouvons pas encore dire quand nous pourrions le présenter au conseil communal.

Daniel Michels:

Haben Sie über die Möglichkeit nachgedacht, einen „Service de proximité“ aufzubauen, interkommunal mit den Gemeinden, als Anlaufstelle?

Antwort des Bürgermeisters: Bisher sind noch keine Diskussionen mit den Nachbargemeinden in diese Richtung gelaufen.

Daniel Michels:

Was bedeutet die Einrichtung auf dem Feldweg, damit die Autos nicht mehr reinkommen, für Fußgänger und Radfahrer? Kann man da drüberfahren?

Antwort des Bürgermeisters: Nein, man muss an der Seite davon vorbeifahren. Es handelt sich um eine Kiste die ungefähr 50x50cm groß ist. Fußgänger und Radfahrer kommen problemlos vorbei. Ein Auto kommt nicht darüber.

Antwort des Schöffen Erny Strecker: Zwischen den Rädern passt sie unter dem Traktor durch und seitlich bleiben die Spuren übrig. Es sollen noch zusätzlich Poller installiert werden, damit man den Weg im Notfall für Rettungsdienste öffnen kann.

Daniel Michels:

Im Rahmen der Wahlen haben die Bürger ja die Möglichkeit zu kontrollieren, ob sie auf den Wählerlisten eingetragen sind. Gab es diesbezüglich Beschwerden oder gab es überhaupt Anfragen der Bürger?

Antwort des Bürgermeisters: Ich weiß nur, dass eine Reihe von Kandidaten angefragt haben ob sie auf den Wählerlisten eingetragen sind, ansonsten gab es aber diesbezüglich keine Anfragen.

Daniel Michels:

Da wir von der Schulorganisation gesprochen haben wollte ich nachfragen ob Sie uns bereits sagen können, wann das Projekt zur Renovierung des Schulgebäudes in Krautem dem Gemeinderat vorgelegt werden kann?

Antwort des Bürgermeisters: Nein, das Projekt ist in Ausarbeitung und wir können noch nicht sagen, wann wir dieses dem Gemeinderat vorlegen können.

Daniel Michels :

Les nouvelles statistiques de la police, avec le top 10 des délits par commune, ont été présentées lors d'une conférence de presse et également à la Chambre des députés. Ces statistiques ne sont pas une catastrophe pour notre commune, étant donné que nous sommes désormais une grande commune, mais il y a tout de même des constats étonnants, surtout si on les compare. Dans le top 10, nous sommes à 71 délits pour les « cambriolages simples ». Les « destructions » arrivent en deuxième position avec 34 délits, tout comme les « vols dans les véhicules ». En quatrième position, on trouve les « blessures corporelles sans incapacité de travail » avec 27 délits. C'est déjà un peu spécial, car ce délit n'existe pas beaucoup dans d'autres communes. Viennent ensuite la « médisance », la « diffamation », les « menaces », les « cambriolages dans les maisons » avec 16 délits, ainsi que 9 fois dans les « maisons non habitées ». 8 fois, il y a eu « ivresse publique », « police des étrangers », « vol à la tire » et 8 vélos qui ont été volés. Dans ce sens, je voulais vous demander si vous aviez récemment fait une analyse avec la police au sein du comité de prévention ? Y a-t-il une évolution dans ces statistiques ? En ce qui concerne plus particulièrement les « blessures corporelles sans incapacité de travail », je serais intéressé de savoir si vous avez plus d'informations à ce sujet, car ce délit se trouve toutefois relativement haut dans les statistiques dans notre commune. A titre de comparaison, la commune de Frisange compte 114 délits pour les « cambriolages simples », mais seulement 17 pour les « blessures corporelles sans incapacité de travail ».

Réponse du bourgmestre : La dernière réunion du comité de prévention a eu lieu le 14 juillet 2021. Personnellement, je ne connais pas les statistiques que vous citez. En principe, les statistiques nous sont présentées une fois par an au comité de prévention, mais comme je l'ai dit, il n'y a pas eu de réunion l'année dernière.

Daniel Michels :

J'avais demandé à une personne d'un collègue échevinal comment ils traitaient généralement ces statistiques. Celle-ci m'a répondu que le collègue échevinal recevait les statistiques, mais qu'il se peut bien sûr qu'une réunion du comité de prévention ait eu lieu récemment dans la commune concernée. Je n'ai pas posé de questions à ce sujet.

Daniel Michels:

Die neuen Polizeistatistiken, mit den Top 10 Vergehen pro Gemeinde, wurden auf einer Pressekonferenz vorgestellt und auch in der Abgeordnetenversammlung. Die Statistiken sind keine Katastrophe für unsere Gemeinde, da wir ja mittlerweile eine große Gemeinde sind, aber trotzdem gibt es erstaunliche Erkenntnisse, insbesondere, wenn man sie vergleicht. Bei den Top 10 sind wir bei „Einfacher Einbruch“ bei 71 Vergehen. „Zerstörung“ ist der zweite Posten mit 34 Vergehen, genau wie „Diebstahl in Fahrzeugen“. Auf dem vierten Platz folgt „Körperverletzung ohne Arbeitsunfähigkeit“ mit 27 Vergehen. Dies ist schon ein wenig speziell, da es dieses Vergehen in anderen Gemeinden nicht so viel gibt. Es folgen „Verleumdung“, „Üble Nachrede“, „Drohungen“, „Einbrüche in Häusern“ mit 16 Vergehen, sowie 9-mal in „Nichtbewohnte Häuser“. 8-mal gab es „Öffentliche Trunkenheit“, „Fremdenpolizei“, „Taschendiebstahl“ und 8 Fahrräder die geklaut wurden. In diesem Sinne wollte ich fragen, ob Sie in letzter Zeit eine Analyse mit der Polizei durchgeführt haben im „Comité de prévention“? Gibt es eine Entwicklung bei diesen Statistiken? Insbesondere bei „Körperverletzung ohne Arbeitsunfähigkeit“ würde mich interessieren, ob Sie mehr Informationen hierzu haben, da dieses Vergehen bei uns in der Gemeinde aber relativ weit oben in der Statistik zu finden ist. Zum Vergleich, die Gemeinde Frisingen hat bei „Einfacher Einbruch“ 114 aber bei „Körperverletzung ohne Arbeitsunfähigkeit“ nur 17 Vergehen.

Antwort des Bürgermeisters: Die letzte Versammlung des „Comité de prévention“ fand am 14. Juli 2021 statt. Die Statistiken, die Sie aufführen, kenne ich persönlich nicht. Wir bekommen die Statistiken im Prinzip einmal im Jahr im „Comité de prévention“ vorgestellt, aber wie gesagt war letztes Jahr keine Versammlung.

Daniel Michels:

Ich hatte eine Person aus einem Schöfferrat gefragt, wie sie in der Regel mit diesen Statistiken umgehen. Diese meinte, dass der Schöfferrat die Statistiken erhält, aber es kann natürlich sein, dass in der betroffenen Gemeinde vor kurzem eine Sitzung des „Comité de prévention“ stattfand. Dies habe ich nicht hinterfragt.

Réponse du bourgmestre : Je sais que la police s'est toujours opposée à la publication des statistiques dans le « Buet », car on ne doit pas publier de tels chiffres sans les commenter. Dans le passé, les statistiques nous ont été transmises et elles ont ensuite été mises à disposition sur la plateforme du conseil communal. Pendant la pandémie, il n'y a certainement pas eu de réunion du comité de prévention. Il me semblait pourtant qu'une réunion avait eu lieu l'année dernière, mais comme je l'ai dit, après une recherche dans mon calendrier, je n'ai trouvé que la réunion du 14 juillet 2021. Vos statistiques concernent quelle période ?

Daniel Michels :

Le relevé date du 25 avril et concerne l'année 2022.

Réponse du bourgmestre : J'ai eu des contacts réguliers avec la direction régionale à propos des problèmes rencontrés sur le parking de Kockelscheuer. Mais ces problèmes ne ressortent pas de ces statistiques, alors que les « blessures corporelles » pourraient bien en être la cause. Nous ne devons pas non plus oublier que l'Aire de Berchem se trouve sur le territoire de la commune. Ici, je voudrais citer un ancien directeur régional en disant que nous y trouvons tout le code pénal. Il y a de la traite des êtres humains, des bagarres, beaucoup de vols. C'est certainement une partie de l'explication.

Fabrice Pompignoli :

L'éolienne de notre commune sera bientôt mise en service. Lors de la présentation en 2017/2018, il a été dit que les citoyens pourraient se racheter au Soler, ou à l'éolienne. Est-ce toujours d'actualité ou non ?

Réponse de l'échevin Edy Reding : Seules les communes membres auront la possibilité de participer à l'installation.

Fabrice Pompignoli :

Des citoyens qui se déplacent souvent la nuit m'ont signalé que les « Reider » numériques de la commune sont toujours en service la nuit. Ne s'éteignent-ils pas automatiquement ?

Antwort des Bürgermeisters: Ich weiß, dass die Polizei immer gegen eine Veröffentlichung der Statistiken im „Buet“ war, da man solche Zahlen nicht unkommentiert veröffentlichen soll. In der Vergangenheit wurden uns die Statistiken übermittelt und diese wurden dann auch auf der Plattform des Gemeinderates zur Verfügung gestellt. Während der Pandemie war mit Sicherheit keine Sitzung des „Comité de prévention“. Ich war allerdings der Meinung, dass im letzten Jahr eine Sitzung stattfand aber wie gesagt nach einer dementsprechenden Suche in meinem Kalender habe ich nur die Sitzung vom 14. Juli 2021 gefunden. Ihre Statistiken betreffen welchen Zeitraum?

Daniel Michels:

Die Aufstellung ist vom 25. April und betrifft das Jahr 2022.

Antwort des Bürgermeisters: Ich hatte regelmäßigen Kontakt mit der Regionaldirektion wegen den Problemen auf dem Parkplatz in Kockelscheuer. Diese Probleme gehen aber nicht aus diesen Statistiken hervor, wobei „Körperverletzung“ durchaus auf diese zurückzuführen sein könnte. Wir dürfen auch nicht vergessen, dass die „Aire de Berchem“ auf dem Gebiet der Gemeinde liegt. Hier möchte ich einen ehemaligen Regionaldirektor zitieren indem ich sage, dass wir dort das gesamte Strafgesetzbuch vorfinden. Hier gibt es Menschenhandel, Schlägereien, ganz viele Diebstähle. Dies ist mit Sicherheit ein Teil der Erklärung.

Fabrice Pompignoli:

Das Windrad in unserer Gemeinde geht in Kürze in Betrieb. Bei der Vorstellung im Jahre 2017/2018 wurde gesagt, dass die Bürger sich einkaufen könnten in der Soler, oder dem Windrad. Ist dies immer noch ein Thema oder nicht?

Antwort des Schöffen Edy Reding: Nur die Mitgliedergemeinden werden die Möglichkeiten erhalten, sich an der Anlage zu beteiligen.

Fabrice Pompignoli:

Mir wurde von Bürgern mitgeteilt, die nachts oft unterwegs sind, dass die digitalen „Reider“ der Gemeinde nachts immer in Betrieb sind. Werden diese nicht automatisch ausgeschaltet?

Réponse du bourgmestre : Un « Reider » doit être accessible à tout moment. Le « Reider » classique, qui était autrefois accroché à la commune, était également toujours éclairé la nuit. Nous devons nous renseigner auprès de l'entreprise compétente pour savoir si nous pouvons installer un mode d'économie d'énergie, dans lequel les appareils se mettent automatiquement en veille.

Nadine Brix :

Il existe une adresse électronique velo@roeser.lu. Je ne savais pas qu'il en existait une. Serait-il possible de la faire connaître davantage au public ? Comment fonctionne le traitement des informations reçues via cette adresse ?

Réponse du bourgmestre : Cette adresse e-mail a été créée pour le groupe de travail « Mobilité » et à un moment donné, les plaintes concernant l'état des infrastructures cyclables ont été traitées par ce biais. Mais je ne sais pas exactement. Nous devons nous renseigner à ce sujet.

Nadine Brix :

Derrière les deux maisons que la commune a achetées ici dans la Grand-Rue à Roeser, le jardin a été remis en état. Y a-t-il des idées concrètes sur ce qui doit être fait ici ?

Réponse du bourgmestre : Il y a des idées, mais rien de concret pour l'instant.

Nadine Brix :

Dans la rue des Fleurs, plusieurs poteaux en bois des clôtures ont été renversés par des véhicules. Seront-ils remplacés ?

Réponse du bourgmestre : Oui, ce sera fait.

Nadine Brix :

La rue de l'Alzette avait en effet été temporairement fermée à la circulation afin d'empêcher le trafic clandestin. La rue a été rouverte et les blocs de béton sont toujours là.

Réponse du bourgmestre : Non, la rue n'a pas été ouverte. Si vous vous souvenez bien, suite à une réunion publique, nous avons décidé de transformer la rue en impasse pendant cinq mois et depuis le premier mai,

Antwort des Bürgermeisters: Ein „Reider“ muss ja zu jedem Moment zugänglich sein. Der klassische „Reider“, der früher bei der Gemeinde hing, wurde nachts auch immer beleuchtet. Ob wir ein Energiesparmodus einbauen können, bei dem die Apparate automatisch in einen Standby-Modus schalten, müssen wir bei der zuständigen Firma nachfragen.

Nadine Brix:

Es gibt eine E-Mail-Adresse velo@roeser.lu. Ich wusste nicht, dass es eine solche gibt. Könnte man diese vielleicht in der Öffentlichkeit bekannter machen? Wie funktioniert die Bearbeitung der Informationen die über diese Adresse eingehen?

Antwort des Bürgermeisters: Diese E-Mail-Adresse wurde für die Arbeitsgruppe „Mobilität“ erstellt und irgendwann wurden Beschwerden über den Zustand von Fahrradinfrastrukturen über diesen Weg beantwortet. Genau weiß ich es aber auch leider nicht. Dies müssen wir nachfragen.

Nadine Brix:

Hinter den beiden Häusern, welche die Gemeinde gekauft hat hier in der Grand-Rue in Roeser wurde der Garten in Stand gesetzt. Gibt es konkrete Ideen was hier geschehen soll?

Antwort des Bürgermeisters: Es gibt Ideen aber noch nichts Spruchreifes.

Nadine Brix:

In der Rue des Fleurs sind verschiedene Holzpfosten der Umzäunungen von Fahrzeugen umgefahren worden. Werden diese ersetzt?

Antwort des Bürgermeisters: Ja, das wird gemacht.

Nadine Brix:

Die Rue de l'Alzette war ja vorübergehend für den Verkehr gesperrt um den Schleichverkehr zu unterbinden. Die Straße wurde wieder geöffnet und die Betonblöcke stehen immer noch hier.

Antwort des Bürgermeisters: Nein, die Straße wurde nicht geöffnet. Wenn Sie sich richtig daran erinnern haben wir im Anschluss an eine Bürgerversammlung festgehalten, dass wir während fünf Monaten die Straße in

la rue est à sens unique en direction de la rue du Brill. Pour montrer davantage qu'il s'agit d'une rue à sens unique, les blocs de béton sont encore sur place. L'ouverture entre les blocs est suffisamment large pour que les voitures puissent encore sortir de la rue de l'Alzette. Nous testons cela jusqu'en septembre, puis nous ferons le bilan avec les habitants de la rue et nous déterminerons quelle variante sera définitivement mise en œuvre. Nous envisageons ensuite d'appliquer ce modèle dans d'autres rues résidentielles de la commune.

Nadine Brix :

Les fleurs de nos communes sont régulièrement remplacées par de nouvelles après un certain temps. Mais il y a toujours entre elles des fleurs qui sont en fait toujours aussi belles. Je me demandais ce qu'il advenait de ces fleurs et si nous ne pouvions pas les donner à des habitants pour décorer leurs balcons, par exemple ?

Réponse du bourgmestre: Cela m'étonnerait que nous remplacions des fleurs qui sont encore belles. Nous allons transmettre cette question à nos jardiniers.

eine Sackgasse umbauen und jetzt seit erstem Mai ist die Straße eine Einbahnstraße in Richtung Rue du Brill. Um verstärkt zu zeigen, dass es sich um eine Einbahnstraße handelt, stehen die Betonblöcke noch vor Ort. Die Öffnung zwischen den Blöcken ist breit genug damit Autos noch aus der Rue de l'Alzette rausfahren können. Dies testen wir noch bis September und anschließend ziehen wir zusammen mit den Einwohnern der Straße Bilanz und halten fest, welche Variante definitiv umgesetzt werden wird. Dieses Modell stellen wir uns dann auch vor in anderen Wohnstraßen der Gemeinde umzusetzen.

Nadine Brix:

Die Blumen in unseren Gemeinden werden ja regelmäßig nach einer gewissen Zeit durch neue ersetzt. Es sind aber immer Blumen dazwischen, die eigentlich immer noch schön sind. Ich habe mich gefragt, was mit diesen Blumen geschieht und ob wir diese nicht an Einwohner geben können um z.B. ihre Balkone zu dekorieren?

Antwort des Bürgermeisters: Mich würde es wundern, dass wir Blumen ersetzen, die noch schön sind. Wir werden diese Frage an unsere Gärtner weitergeben.

9.01

Création de poste au service technique – Ingénieur – Groupe de traitement A1 – Fonctionnaire communal

Création d'un poste pour les besoins du service technique, département des infrastructures et réseaux, en vue du recrutement d'un ingénieur diplômé sous le statut du fonctionnaire communal dans le groupe de traitement A1, sous-groupe : scientifique et technique.

Taux d'occupation : 100%.

L'ingénieur diplômé sera chargé de :

- Gestion, exécution et suivi technique des projets et des chantiers communaux en assainissement, infrastructures et réseaux enterrés ;
- Gestion administrative et financière des dossiers confiés (marchés publics, budget, subsides, ...) ;
- Assurer la mise en place, le déploiement et le suivi des infrastructures réseau.

9.01

Schaffung einer Stelle in der technischen Abteilung – Ingenieur – Besoldungsgruppe A1 – Kommunalbeamter

Schaffung einer Stelle für den Bedarf des technischen Dienstes, Abteilung Infrastrukturen und Netze, zur Einstellung eines Diplomingenieurs unter dem Status eines Gemeindebeamten in der Vergütungsgruppe A1, Untergruppe: wissenschaftlich und technisch.

Beschäftigungsgrad: 100%.

Der/die Diplomingenieur/in wird beauftragt mit:

- Verwaltung, Ausführung und technische Überwachung der kommunalen Projekte und Baustellen in den Bereichen Kanalisation, Infrastruktur und unterirdische Netze;
- Administrative und finanzielle Verwaltung der anvertrauten Dossiers (öffentliche Aufträge, Budget, Subventionen, ...);
- Gewährleistung der Einrichtung, des Einsatzes und der Überwachung der Netzinfrastruktur.

La définition du statut ne peut être déterminée qu'à l'issue des candidatures présentées et de l'audition des candidats, il est dès lors proposé de créer un poste pour chacun des deux statuts (fonctionnaire communal et employé communal), voir aussi point 9.02.

9.02

Création de poste au service technique – Ingénieur – Groupe d'indemnité A1 – Employé communal

Création d'un poste pour les besoins du service technique, département des infrastructures et réseaux, en vue du recrutement d'un ingénieur diplômé sous le statut d'employé communal dans le groupe d'indemnité A1, sous-groupe : scientifique et technique.

Taux d'occupation : 100%.

L'ingénieur diplômé sera chargé de :

- Gestion, exécution et suivi technique des projets et des chantiers communaux en assainissement, infrastructures et réseaux enterrés ;
- Gestion administrative et financière des dossiers confiées (marchés publics, budget, subsides, ...) ;
- Assurer la mise en place, le déploiement et le suivi des infrastructures réseau.

La définition du statut ne peut être déterminée qu'à l'issue des candidatures présentées et de l'audition des candidats, il est dès lors proposé de créer un poste pour chacun des deux statuts (fonctionnaire communal et employé communal), voir aussi point 9.01.

9.03

Création de postes au service technique – Postes de salarié manuel qualifié

Création de deux postes d'artisan (salarié manuel qualifié – carrière H3) pour les besoins du service technique pour le département de la voirie et des espaces verts :

Qualification : artisan DAP/CATP.

Degré d'occupation : 100%.

Da die Definition des Status erst nach Abschluss der eingereichten Bewerbungen und der Anhörung der Bewerber festgelegt werden kann, wird vorgeschlagen, eine Stelle für jeden der beiden Status (Gemeindebeamter und Gemeindeangestellter) zu schaffen, siehe auch Punkt 9.02.

9.02

Schaffung einer Stelle in der technischen Abteilung – Ingenieur – Gehaltsgruppe A1 – Gemeindeangestellter

Schaffung einer Stelle für den Bedarf des technischen Dienstes, Abteilung Infrastrukturen und Netze, zur Einstellung eines Diplomingenieurs unter dem Status eines Gemeindeangestellten in der Gehaltsgruppe A1, Untergruppe: Wissenschaftlich und technisch.

Beschäftigungsgrad: 100%.

Der/die Diplomingenieur/in wird beauftragt mit:

- Verwaltung, Ausführung und technische Überwachung der kommunalen Projekte und Baustellen in den Bereichen Kanalisation, Infrastruktur und unterirdische Netze;
- Administrative und finanzielle Verwaltung der anvertrauten Dossiers (öffentliche Aufträge, Budget, Subventionen, ...);
- Gewährleistung der Einrichtung, des Einsatzes und der Überwachung der Netzinfrastruktur.

Da die Definition des Status erst nach Abschluss der eingereichten Bewerbungen und der Anhörung der Bewerber festgelegt werden kann, wird vorgeschlagen, eine Stelle für jeden der beiden Status (Gemeindebeamter und Gemeindeangestellter) zu schaffen, siehe auch Punkt 9.01.

9.03

Schaffung von Stellen im technischen Dienst – Stellen für qualifizierte Angestellte

Schaffung von zwei Stellen für Handwerker (qualifizierte Angestellte – Laufbahn H3) für den Bedarf des technischen Dienstes für die Abteilung für Straßenbau und Grünflächen:

Qualifikation: Handwerker DAP/CATP.

Beschäftigungsgrad: 100%.

Carrière : H3 svt. CCT des salariés des communes du sud.

Laufbahn: H3 gemäß Kollektivvertrag für Arbeitnehmer der südlichen Gemeinden.

9.04

Création de poste au service d'éducation et d'accueil – Poste de salarié manuel qualifié – Cuisinier

Création d'un poste de cuisinier (salarié manuel qualifié – carrière H3) pour les besoins du service d'éducation et d'accueil (SEA), cuisine :

Qualification : artisan DAP/CATP.

Degré d'occupation : 100%.

Carrière : H3 svt. CCT des salariés des communes du sud.

9.04

Schaffung einer Stelle im Bildungs- und Betreuungsdienst – Stelle für einen qualifizierten Angestellten – Koch

Schaffung einer Stelle als Koch (qualifizierter manueller Angestellter – Laufbahn H3) für den Bedarf des Erziehungs- und Betreuungsdienstes (SEA), Küche:

Qualifikation: Handwerker DAP/CATP.

Beschäftigungsgrad: 100%.

Laufbahn: H3 gemäß Kollektivvertrag für die Beschäftigten der Südgemeinden.

9.11

Démision d'une employée communale (séance secrète)

Démision d'une employée communale avec effet au 1^{er} juin 2023.

9.11

Kündigung einer Gemeindeangestellten (geheime Sitzung)

Kündigung einer Gemeindeangestellten mit Wirkung zum 1. Juni 2023.

9.12

Maintien en service au-delà de la limite d'âge de départ à la retraite (séance secrète)

Demande de maintien en service au-delà de la limite d'âge de départ à la retraite présentée par une employée communale.

9.12

Verbleib im Dienst über die Altersgrenze für die Pensionierung hinaus (geheime Sitzung)

Antrag einer Gemeindeangestellten auf Weiterbeschäftigung über die Altersgrenze für den Ruhestand hinaus.

9.21

Organisation scolaire 2023-2024 – Réaffectations aux postes vacants d'instituteur – Liste 1 (1 p cycle C 1) (séance secrète)

Procédure de nomination sur la première liste des postes vacants.

Propositions de réaffectation des instituteurs nommés qui veulent être affectés à une autre commune.

Choix des candidats sur base de la liste établie par le directeur de région suivant la note d'inspection et l'ancienneté des instituteurs.

Le délai pour l'introduction des demandes de réaffectation des instituteurs et des édu-

9.21

Schulorganisation 2023-2024 – Neubesetzungen von freien Lehrerstellen – Liste 1 (1 St. Zyklus C 1) (geheime Sitzung)

Verfahren für die Ernennung auf der ersten Liste der freien Stellen.

Vorschläge für die Neuzuteilung von ernannten Lehrern, die einer anderen Gemeinde zugeteilt werden wollen.

Auswahl der Kandidaten auf der Grundlage der vom Regionaldirektor nach der Inspektionsnote und dem Dienstalter der Lehrer erstellten Liste.

Die Frist für die Einreichung von Anträgen auf Neuzuweisung von Grundschullehrern

cateurs auprès des inspecteurs a été fixé au 8 mai 2023. Les autorités communales sont invitées à procéder aux propositions de réaffectation, dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur et d'éducateur vacants, à partir du mercredi, 17 mai 2023 et à communiquer pour le mercredi, 7 juin 2023, leur choix au service de l'enseignement fondamental du MENJE.

9.22

Organisation scolaire 2023-2024 – Réaffectations aux postes vacants d'instituteur – Liste 1 (2^p cycle C 1) (1) (séance secrète)

Procédure de nomination sur la première liste des postes vacants.

Propositions de réaffectation des instituteurs nommés qui veulent être affectés à une autre commune.

Choix des candidats sur base de la liste établie par le directeur de région suivant la note d'inspection et l'ancienneté des instituteurs.

Le délai pour l'introduction des demandes de réaffectation des instituteurs et des éducateurs auprès des inspecteurs a été fixé au 8 mai 2023. Les autorités communales sont invitées à procéder aux propositions de réaffectation, dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur et d'éducateur vacants, à partir du mercredi, 17 mai 2023 et à communiquer pour le mercredi, 7 juin 2023, leur choix au service de l'enseignement fondamental du MENJE.

9.23

Organisation scolaire 2023-2024 – Réaffectations aux postes vacants d'instituteur – Liste 1 (2^p cycle C 1) (2) (séance secrète)

Procédure de nomination sur la première liste des postes vacants.

Propositions de réaffectation des instituteurs nommés qui veulent être affectés à une autre commune.

Choix des candidats sur base de la liste établie par le directeur de région suivant la note d'inspection et l'ancienneté des instituteurs.

und Erziehern bei den Inspektoren wurde auf den 8. Mai 2023 festgelegt. Die Gemeindebehörden werden aufgefordert, die Vorschläge für die Neuzuweisung im Rahmen der ersten Liste der freien Stellen für Grundschullehrer und Erzieher ab Mittwoch, den 17. Mai 2023, zu machen und bis Mittwoch, den 7. Juni 2023, ihre Wahl der Abteilung für Grundschulbildung des MENJE mitzuteilen.

9.22

Schulorganisation 2023-2024 – Neubesetzungen von freien Lehrerstellen – Liste 1 (2 St. Zyklus C 1) (geheime Sitzung)

Verfahren für die Ernennung auf der ersten Liste der freien Stellen.

Vorschläge für die Neuzuteilung von ernannten Lehrern, die einer anderen Gemeinde zugeteilt werden wollen.

Auswahl der Kandidaten auf der Grundlage der vom Regionaldirektor nach der Inspektionsnote und dem Dienstalter der Lehrer erstellten Liste.

Die Frist für die Einreichung von Anträgen auf Neuzuweisung von Grundschullehrern und Erziehern bei den Inspektoren wurde auf den 8. Mai 2023 festgelegt. Die Gemeindebehörden werden aufgefordert, die Vorschläge für die Neuzuweisung im Rahmen der ersten Liste der freien Stellen für Grundschullehrer und Erzieher ab Mittwoch, den 17. Mai 2023, zu machen und bis Mittwoch, den 7. Juni 2023, ihre Wahl der Abteilung für Grundschulbildung des MENJE mitzuteilen.

9.23

Schulorganisation 2023-2024 – Neubesetzungen von freien Lehrerstellen – Liste 1 (2 St. Zyklus C 1) (geheime Sitzung)

Verfahren für die Ernennung auf der ersten Liste der freien Stellen.

Vorschläge für die Neuzuteilung von ernannten Lehrern, die einer anderen Gemeinde zugeteilt werden wollen.

Auswahl der Kandidaten auf der Grundlage der vom Regionaldirektor nach der Inspektionsnote und dem Dienstalter der Lehrer erstellten Liste.

Le délai pour l'introduction des demandes de réaffectation des instituteurs et des éducateurs auprès des inspecteurs a été fixé au 8 mai 2023. Les autorités communales sont invitées à procéder aux propositions de réaffectation, dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur et d'éducateur vacants, à partir du mercredi, 17 mai 2023 et à communiquer pour le mercredi, 7 juin 2023, leur choix au service de l'enseignement fondamental du MENJE.

Die Frist für die Einreichung von Anträgen auf Neuuzuweisung von Grundschullehrern und Erziehern bei den Inspektoren wurde auf den 8. Mai 2023 festgelegt. Die Gemeindebehörden werden aufgefordert, die Vorschläge für die Neuuzuweisung im Rahmen der ersten Liste der freien Stellen für Grundschullehrer und Erzieher ab Mittwoch, den 17. Mai 2023, zu machen und bis Mittwoch, den 7. Juni 2023, ihre Wahl der Abteilung für Grundschulbildung des MENJE mitzuteilen.

9.24

Organisation scolaire 2023-2024 – Réaffectations aux postes vacants d'instituteur – Liste 1 (2p cycles C 2 – 4) (1) (séance secrète)

Procédure de nomination sur la première liste des postes vacants.

Propositions de réaffectation des instituteurs nommés qui veulent être affectés à une autre commune.

Choix des candidats sur base de la liste établie par le directeur de région suivant la note d'inspection et l'ancienneté des instituteurs.

Le délai pour l'introduction des demandes de réaffectation des instituteurs et des éducateurs auprès des inspecteurs a été fixé au 8 mai 2023. Les autorités communales sont invitées à procéder aux propositions de réaffectation, dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur et d'éducateur vacants, à partir du mercredi, 17 mai 2023 et à communiquer pour le mercredi, 7 juin 2023, leur choix au service de l'enseignement fondamental du MENJE.

9.24

Schulorganisation 2023-2024 – Neubesetzungen von freien Lehrerstellen – Liste 1 (2 St. Zyklen C 2 – 4) (1) (geheime Sitzung)

Verfahren für die Ernennung auf der ersten Liste der freien Stellen.

Vorschläge für die Neuzuteilung von ernannten Lehrern, die einer anderen Gemeinde zugeteilt werden wollen.

Auswahl der Kandidaten auf der Grundlage der vom Regionaldirektor nach der Inspektionsnote und dem Dienstalter der Lehrer erstellten Liste.

Die Frist für die Einreichung von Anträgen auf Neuuzuweisung von Grundschullehrern und Erziehern bei den Inspektoren wurde auf den 8. Mai 2023 festgelegt. Die Gemeindebehörden werden aufgefordert, die Vorschläge für die Neuuzuweisung im Rahmen der ersten Liste der freien Stellen für Grundschullehrer und Erzieher ab Mittwoch, den 17. Mai 2023, zu machen und bis Mittwoch, den 7. Juni 2023, ihre Wahl der Abteilung für Grundschulbildung des MENJE mitzuteilen.

9.25

Organisation scolaire 2023-2024 – Réaffectations aux postes vacants d'instituteur – Liste 1 (2p cycles C 2 – 4) (2) (séance secrète)

Procédure de nomination sur la première liste des postes vacants.

Propositions de réaffectation des instituteurs nommés qui veulent être affectés à une autre commune.

Choix des candidats sur base de la liste établie par le directeur de région suivant la note d'inspection et l'ancienneté des instituteurs.

9.25

Schulorganisation 2023-2024 – Neubesetzungen von freien Lehrerstellen – Liste 1 (2 St. Zyklen C 2 – 4) (2) (geheime Sitzung)

Verfahren für die Ernennung auf der ersten Liste der freien Stellen.

Vorschläge für die Neuzuteilung von ernannten Lehrern, die einer anderen Gemeinde zugeteilt werden wollen.

Auswahl der Kandidaten auf der Grundlage der vom Regionaldirektor nach der Inspektionsnote und dem Dienstalter der Lehrer erstellten Liste.

Le délai pour l'introduction des demandes de réaffectation des instituteurs et des éducateurs auprès des inspecteurs a été fixé au 8 mai 2023. Les autorités communales sont invitées à procéder aux propositions de réaffectation, dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur et d'éducateur vacants, à partir du mercredi, 17 mai 2023 et à communiquer pour le mercredi, 7 juin 2023, leur choix au service de l'enseignement fondamental du MENJE.

Die Frist für die Einreichung von Anträgen auf Neuuzuweisung von Grundschullehrern und Erziehern bei den Inspektoren wurde auf den 8. Mai 2023 festgelegt. Die Gemeindebehörden werden aufgefordert, die Vorschläge für die Neuuzuweisung im Rahmen der ersten Liste der freien Stellen für Grundschullehrer und Erzieher ab Mittwoch, den 17. Mai 2023, zu machen und bis Mittwoch, den 7. Juni 2023, ihre Wahl der Abteilung für Grundschulbildung des MENJE mitzuteilen.

9.26

Organisation scolaire 2023-2024 – Réaffectations aux postes vacants d'instituteur – Liste 1 (3p cycles C 2 – 4 (su)) (1) (séance secrète)

Procédure de nomination sur la première liste des postes vacants.

Propositions de réaffectation des instituteurs nommés qui veulent être affectés à une autre commune.

Choix des candidats sur base de la liste établie par le directeur de région suivant la note d'inspection et l'ancienneté des instituteurs.

Le délai pour l'introduction des demandes de réaffectation des instituteurs et des éducateurs auprès des inspecteurs a été fixé au 8 mai 2023. Les autorités communales sont invitées à procéder aux propositions de réaffectation, dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur et d'éducateur vacants, à partir du mercredi, 17 mai 2023 et à communiquer pour le mercredi, 7 juin 2023, leur choix au service de l'enseignement fondamental du MENJE.

9.26

Schulorganisation 2023-2024 – Neubesetzungen von freien Lehrerstellen – Liste 1 (3 St. Zyklen C 2 – 4(su)) (1) (geheime Sitzung)

Verfahren für die Ernennung auf der ersten Liste der freien Stellen.

Vorschläge für die Neuzuteilung von ernannten Lehrern, die einer anderen Gemeinde zugeteilt werden wollen.

Auswahl der Kandidaten auf der Grundlage der vom Regionaldirektor nach der Inspektionsnote und dem Dienstalter der Lehrer erstellten Liste.

Die Frist für die Einreichung von Anträgen auf Neuuzuweisung von Grundschullehrern und Erziehern bei den Inspektoren wurde auf den 8. Mai 2023 festgelegt. Die Gemeindebehörden werden aufgefordert, die Vorschläge für die Neuuzuweisung im Rahmen der ersten Liste der freien Stellen für Grundschullehrer und Erzieher ab Mittwoch, den 17. Mai 2023, zu machen und bis Mittwoch, den 7. Juni 2023, ihre Wahl der Abteilung für Grundschulbildung des MENJE mitzuteilen.

9.27

Organisation scolaire 2023-2024 – Réaffectations aux postes vacants d'instituteur – Liste 1 (3p cycles C 2 – 4 (su) 23/24) (2) (séance secrète)

Procédure de nomination sur la première liste des postes vacants.

Propositions de réaffectation des instituteurs nommés qui veulent être affectés à une autre commune.

Choix des candidats sur base de la liste établie par le directeur de région suivant la

9.27

Schulorganisation 2023-2024 – Neubesetzungen von freien Lehrerstellen – Liste 1 (3 St. Zyklen C 2 – 4(su)) (2) (geheime Sitzung)

Verfahren für die Ernennung auf der ersten Liste der freien Stellen.

Vorschläge für die Neuzuteilung von ernannten Lehrern, die einer anderen Gemeinde zugeteilt werden wollen.

Auswahl der Kandidaten auf der Grundlage der vom Regionaldirektor nach der Inspek-

note d'inspection et l'ancienneté des instituteurs.

Le délai pour l'introduction des demandes de réaffectation des instituteurs et des éducateurs auprès des inspecteurs a été fixé au 8 mai 2023. Les autorités communales sont invitées à procéder aux propositions de réaffectation, dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur et d'éducateur vacants, à partir du mercredi, 17 mai 2023 et à communiquer pour le mercredi, 7 juin 2023, leur choix au service de l'enseignement fondamental du MENJE.

9.28

Organisation scolaire 2023-2024 – Réaffectations aux postes vacants d'instituteur – Liste 1 (3p cycles C 2 – 4 (su)) (3) (séance secrète)

Procédure de nomination sur la première liste des postes vacants.

Propositions de réaffectation des instituteurs nommés qui veulent être affectés à une autre commune.

Choix des candidats sur base de la liste établie par le directeur de région suivant la note d'inspection et l'ancienneté des instituteurs.

Le délai pour l'introduction des demandes de réaffectation des instituteurs et des éducateurs auprès des inspecteurs a été fixé au 8 mai 2023. Les autorités communales sont invitées à procéder aux propositions de réaffectation, dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur et d'éducateur vacants, à partir du mercredi, 17 mai 2023 et à communiquer pour le mercredi, 7 juin 2023, leur choix au service de l'enseignement fondamental du MENJE.

tionsnote und dem Dienstalter der Lehrer erstellten Liste.

Die Frist für die Einreichung von Anträgen auf Neuzeuweisung von Grundschullehrern und Erziehern bei den Inspektoren wurde auf den 8. Mai 2023 festgelegt. Die Gemeindebehörden werden aufgefordert, die Vorschläge für die Neuzeuweisung im Rahmen der ersten Liste der freien Stellen für Grundschullehrer und Erzieher ab Mittwoch, den 17. Mai 2023, zu machen und bis Mittwoch, den 7. Juni 2023, ihre Wahl der Abteilung für Grundschulbildung des MENJE mitzuteilen.

9.28

Schulorganisation 2023-2024 – Neubesetzungen von freien Lehrerstellen – Liste 1 (3 St. Zyklen C 2 – 4(su)) (3) (geheime Sitzung)

Verfahren für die Ernennung auf der ersten Liste der freien Stellen.

Vorschläge für die Neuzuteilung von ernannten Lehrern, die einer anderen Gemeinde zugeteilt werden wollen.

Auswahl der Kandidaten auf der Grundlage der vom Regionaldirektor nach der Inspektionsnote und dem Dienstalter der Lehrer erstellten Liste.

Die Frist für die Einreichung von Anträgen auf Neuzeuweisung von Grundschullehrern und Erziehern bei den Inspektoren wurde auf den 8. Mai 2023 festgelegt. Die Gemeindebehörden werden aufgefordert, die Vorschläge für die Neuzeuweisung im Rahmen der ersten Liste der freien Stellen für Grundschullehrer und Erzieher ab Mittwoch, den 17. Mai 2023, zu machen und bis Mittwoch, den 7. Juni 2023, ihre Wahl der Abteilung für Grundschulbildung des MENJE mitzuteilen.

Chaque groupement politique peut s'exprimer sur une page du bulletin communal « De Buet » pour chaque séance du conseil communal pour expliquer son vote et présenter son point de vue concernant les points figurant à l'ordre du jour.

Jede politische Partei verfügt über eine Seite im Gemeindeblatt „De Buet“ pro Gemeinderatssitzung, um ihr Abstimmungsverhalten zu begründen beziehungsweise ihre Standpunkte zu einzelnen Punkten der Tagesordnung zu erklären.



LSAP Fraktioun
Gemeng Réiser

Stellungnahme zur Gemeinderatssitzung vom 22. Mai 2023

- Als Mitglied des Verwaltungsrates des gemeinsamen Sozialbüros von Bettemburg, Frisingen und Roeser, ist Rat **Angelo Lourenço** stolz darauf, dass die Gemeinde Roeser weiterhin mit gutem Beispiel vorangeht, wenn es um die finanzielle Unterstützung des Sozialamts geht. Es ist wichtig zu wissen, dass das Sozialamt eine Unterstützung für alle Bürger ist und bleiben wird, die zu einem bestimmten Zeitpunkt in ihrem Leben eine schwierige Zeit durchmachen müssen. Die dort tätigen Sozialarbeiter können mit den Generalisten des Sozialwesens verglichen werden, an die sich die Einwohner wenden können, wenn sie Hilfe benötigen. Daher ist es unsere Pflicht, sie weiterhin zu unterstützen.
- Rat **Angelo Lourenço** ist erfreut festzustellen, dass die Ausführungsvereinbarung des Teilbebauungsplanes „Enkelecksberg“ in Peppingen, die Anforderungen des Naturpakts erfüllt und sogar übertrifft. Tatsächlich sind 68% der Flächen für Fussgängerwege und Stellplätze unversiegelt, was weit über den im Naturpakt vorgesehenen 15% liegt.
- Rätin **Bettina Ballmann** begrüßte, dass in dem Reglement der Maison Relais die nötigen Anpassungen für 3-jährige Kinder gemacht wurden und unterstreicht damit den Willen der Gemeinde, in Zukunft die Maison Relais auch für die Kinder des Früherziehungsunterrichts (éducation précoce) zugänglich zu machen. Durch den Mangel an Erziehern auf dem Arbeitsmarkt ist dies leider noch nicht ab September möglich, allerdings hofft Bettina Ballmann, dass dieses Problem bald gelöst wird und es mit den Einstellungen in der Maison Relais voran geht. Da der frühe Kontakt mit der luxemburgischen Sprache, vor allem bei ausländischen Kindern, einen großen Vorteil mit sich bringt und auch Studien belegen, dass durch die Früherziehung die Entwicklung der Kinder zusätzlich gefördert wird, liegt es Bettina Ballmann am Herzen, dass durch die mögliche Nutzung der Maison Relais, zukünftig mehr Kindern der Zugang zum Früherziehungsunterricht ermöglicht wird.
- Gemeinderätin **Sandra Carelli** ist erfreut darüber, dass das neue Schulgebäude in Berchem ab dem Schulanfang 2023/2024 seine Türen öffnet und, durch seine Vielfältigkeit gute Voraussetzungen bietet, um bestmöglich auf die Bedürfnisse der einzelnen Schulkinder einzugehen und einen besseren Austausch zwischen Maison Relais und Schule zu gewährleisten. Auch das dort integrierte Kompetenzzentrum hilft förmlich bei der Inklusion. Zusätzlich begrüßte Sandra Carelli, dass das Angebot unsere Waldklasse, trotz dem vom Ministerium festgelegten Kontingent, weiter bestehen kann und die Kinder weiterhin in einem authentischen Lebensraum die Natur erleben und verstehen können.

Pour la version française de notre prise de position, veuillez scanner le code QR



For the English version of our statement, please scan the QR code



Chaque groupement politique peut s'exprimer sur une page du bulletin communal « De Buet » pour chaque séance du conseil communal pour expliquer son vote et présenter son point de vue concernant les points figurant à l'ordre du jour.

Jede politische Partei verfügt über eine Seite im Gemeindeblatt „De Buet“ pro Gemeinderatsitzung, um ihr Abstimmungsverhalten zu begründen beziehungsweise ihre Standpunkte zu einzelnen Punkten der Tagesordnung zu erklären.



DP Fraktioun
Gemeng Réiser

DP Fraktioun am Réiser Gemengerot vum 22. Mee 2023

Schoulorganisatioun 2023-2024

D'Schoulorganisatioun gëtt all Joer an engem kompletten a komplexen Dokument festgehale. De Schoulschäffen Erny Strecker huet eis d'Eckdaten vun der neier Schoulorganisatioun virgestallt an de Buergermeeschter huet nach zousätzlech Informatiounen zum Règlement betreffend d'Posten vum Personal geliiwert an ass op déi ausstoend Ännerung wat d'Bäibehalen vun der Admissioun an de Précoce am 2. Trimester agaangen. Mir begrëssen dass d'Précocekanner dierften mat an de Service d'Education et d'Accueil (SEA), virausgesat et ass genuch Personal do fir den Encadrement ze garantéieren. Mir hunn d'Schoulorganisatioun matgestëmmt, mee hunn awer och festgestallt dass dës Decisioun, déi nodréiglech getraff ginn ass, net vun der Schoulkommissioun aviséiert gouf sou wéi d'Schoulorganisatioun et virgesäit. Déi seet kloer dass all Modifikatioun vun engem "règlement spécifique", also och de Règlement d'inscription vum SEA, muss vun der Schoulkommissioun aviséiert sinn, och wann de Buergermeeschter eis dat wollt falsch maachen.

Leider ass et esou dass vill Elteren hir Kanner net an de Précoce ginn well se net an de SEA kënnen. Dës Informatioun war och scho schrëftlech un d'Elteren erausgaangen. Mir kënnen also nëmmen hoffen dass mir als Gemeng genuch Educateure fannen fir de SEA fir d'Précocekanner kënnen opzemaachen. Et waren ëmmerhi 50 Kanner deenen hir Elteren Interêt gewisen hunn, wat laut Buergermeeschter bedeit dass mir 8 weider Educateure brauche fir d'Betreiung.

Am Kader vun de mëndleche Froen hu mir eis da nach fir d'Schoulflicht interesséiert. Et besteet eng Prozedur déi Moosnamen a Penalitéiten virgesäit am Fall wou d'Kanner onofgemellt an der Schoul feelen. Mir wollte wëssen ob sou Penalitéiten an der Realitéit schon applizéiert goufen. Am Prinzip gëtt d'Direktioun informéiert an d'Elteren ugeschriwwen an/oder convoquéiert, a kënnen mam Entzuch vum Kand gedrot kréien.

Règlement d'inscription au service d'éducation et d'accueil (SEA) de la commune de Roeser.

Am Kader vum Vott vun deem scho virdrun diskutéierte Règlement hate mir nach eng méi "praktesch" Froen. Déi huet d'Implicatiounen vum Saz: "En cas de non-respect des informations d'absence ou de maladie conformément à l'alinéa précédent, la Commune se réserve le droit de facturer le repas ainsi que les heures d'encadrement." betraff. Mir wollte wëssen wat dat an der Praxis bedeit, respektiv a wéi enge Fäll d'Gemeng da géif déi Stonnen verrechnen. Dëst wier virun allem während de Vakanzen de Fall. Mir verstinn dass mat der Gratuitéit vun de chèques-services vill Elteren et mol net méi néideg fannen hir Kanner ofzemellen wat fir déi Responsabel vun de Strukturen schwéier gerabel ass.

Séance publique / Öffentliche Sitzung

08.06.2023



video.roeser.lu

Lorsque le vote n'est pas spécifié, la décision a été prise à l'unanimité des voix.
Falls das Resultat der Abstimmung nicht angegeben ist, ergab das Votum Einstimmigkeit.

La séance a lieu dans la salle des séances de la maison communale à Roeser. Elle débute à 17.00 heures et se termine à 17.12 heures. La séance est présidée par Monsieur Tom Jungen.

Die Sitzung findet im Sitzungssaal des Gemeindehauses in Roeser statt. Sie beginnt um 17.00 Uhr und endet um 17.12 Uhr. Den Vorsitz der Sitzung übernimmt Herr Tom Jungen.

Présences / Anwesende : Bettina Ballmann, Sandra Carelli, Sandra Flammang, Tom Jungen, Angelo Lourenço, Daniel Michels, Edy Reding, Wayne Stoffel, Erny Strecker.

Absences / Abwesende : Nadine Brix, Erny Fisch, Mireille Klinski, Fabrice Pompignoli (*tous excusés/ alle entschuldigt*).

6.01

Clôture de l'exercice budgétaire 2022 – Etat des recettes restant à recouvrer

État établi par le receveur communal en date du 01.06.2023.

Au service ordinaire le total des restants à poursuivre est de 182.747,67 €, le total des décharges proposées de 272,30 € et le total des arrérages de 183.019,97 €.

Au service extraordinaire le total des restants à poursuivre est de 41.801,00 €.

Total des restants à poursuivre : 224.548,67 €.

Total des décharges proposées : 272,30 €.

Total des arrérages : 224 820,97 €.

6.01

Abschluss des Haushaltsjahres 2022 – Aufstellung der ausstehenden Einnahmen

Erklärung des Gemeindevorstandes vom 01.06.2023.

Im ordentlichen Dienst beläuft sich der Gesamtbetrag der noch ausstehenden Einnahmen auf 182.747,67 €, der Gesamtbetrag der vorgeschlagenen Entlastungen auf 272,30 € und der Gesamtbetrag der Rückstände auf 183.019,97 €.

Im außerordentlichen Dienst beläuft sich der Gesamtbetrag der noch ausstehenden Einnahmen auf 41.801,00 €.

Gesamtheit der zu verfolgenden Restposten: 224.548,67 €.

Summe der vorgeschlagenen Entlastungen: 272,30 €.

Summe der Rückstände: 224.820,97 €.

6.02

Clôture de l'exercice budgétaire 2022 – Titres de recette

Les recettes perçues par la commune en dehors d'une réglementation ou décision du conseil doivent être approuvées par le conseil communal.

Recettes ainsi perçues :

- Total des recettes extraordinaires : 4.135.862,97 €.

6.02

Abschluss des Haushaltsjahres 2022 – Einnahmeposten

Einnahmen, die von der Gemeinde außerhalb einer Verordnung oder eines Ratsbeschlusses erhoben werden, müssen vom Gemeinderat genehmigt werden.

Auf diese Weise eingekommene Einnahmen:

- Außerordentliche Einnahmen: 4.135.862,97 €.

- Total des recettes ordinaires : 27.613.089,08 €.

- Total des recettes : 31.748.952,05 €.

- Ordentliche Einnahmen insgesamt: 27.613.089,08 €.

- Gesamteinnahmen: 31.748.952,05 €.

VOTE / ABSTIMMUNG		
Oui / Ja	Non / Nein	Abstention(s) / Enthaltung(en)
Bettina Ballmann Sandra Carelli Sandra Flammang Tom Jungen Angelo Lourenço Edy Reding Wayne Stoffel Erny Strecker	-	Daniel Michels

9.01

Nomination d'une éducatrice pour les besoins du service d'éducation et d'accueil (1) (séance secrète)

Nomination d'une éducatrice au poste d'employée communale dans le groupe d'indemnité B1, sous-groupe éducatif et psychosocial pour les besoins de la Maison Relais.

Degré d'occupation : 50% (20 heures/semaine).

9.01

Ernennung einer Erzieherin für den Bedarf des Erziehungs- und Betreuungsdienstes (1) (geheime Sitzung)

Ernennung einer Erzieherin als Gemeindeangestellte in der Vergütungsgruppe B1, Untergruppe Erziehung und psychosoziale Betreuung für die Bedürfnisse des Erziehungs- und Betreuungsdienstes.

Beschäftigungsgrad: 50% (20 Stunden/Woche).

9.02

Nomination d'une éducatrice pour les besoins du service d'éducation et d'accueil (2) (séance secrète)

Nomination d'une éducatrice au poste d'employée communale dans le groupe d'indemnité B1, sous-groupe éducatif et psychosocial pour les besoins de la Maison Relais.

Degré d'occupation : 50% (20 heures/semaine).

9.02

Ernennung einer Erzieherin für den Bedarf des Erziehungs- und Betreuungsdienstes (2) (geheime Sitzung)

Ernennung einer Erzieherin als Gemeindeangestellte in der Vergütungsgruppe B1, Untergruppe Erziehung und psychosoziale Betreuung für die Bedürfnisse des Erziehungs- und Betreuungsdienstes.

Beschäftigungsgrad: 50% (20 Stunden/Woche).

9.03

Nomination d'une éducatrice pour les besoins du service d'éducation et d'accueil (séance secrète)

Nomination d'une éducatrice au poste d'employée communale dans le groupe d'indemnité B1, sous-groupe éducatif et psychosocial pour les besoins de la Maison Relais.

Degré d'occupation : 100%.

9.03

Ernennung einer Erzieherin für den Bedarf des Erziehungs- und Betreuungsdienstes (geheime Sitzung)

Ernennung einer Erzieherin als Gemeindeangestellte in der Vergütungsgruppe B1, Untergruppe Erziehung und psychosoziale Betreuung für die Bedürfnisse des Erziehungs- und Betreuungsdienstes.

Beschäftigungsgrad: 100%.